TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 321 - OCTOBRE 2020

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 321

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Le grand écart entre femelles et mâles
  - Europe
    - La production européenne de viande bovine orientée à la baisse
    - La Covid-19 a continué de perturber les échanges durant l'été
- Maigre
  - Fin septembre, les prix des Charolais destinés à l'Italie frémissent
- Veaux de boucherie
  - Les cours se redressent
- Veaux nourrissons
  - Une cotation au plancher

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Croissance ralentie dans l'Union européenne
- Marché des produits laitiers
  - Les marchés laitiers tiennent bon

Viande ovine
- France
  - Le marché français est équilibré
- UE et monde
  - Une offre mondiale de plus en plus restreinte

Lait de chèvre et viande
- Prix du lait de chèvre
  - La revalorisation du prix de lait de chèvre se poursuit

Marchés des grains : hausse généralisée des prix

Viandes bovines

Un marché renationalisé qui profite à la viande de femelles

Dernière révision le 19 octobre 2020

La hausse du nombre de repas pris à domicile accroît la demande pour la viande VBF en France, ce qui permet de soutenir les prix des vaches et des génisses. A l'inverse, les prix des JB sont toujours au plancher en raison des difficultés rencontrées sur les marchés export.

Quelques lueurs d'espoir toutefois : les prix des JB commencent à remonter en Italie et le cheptel européen est globalement en recul. Les prix des broutards ont stoppé leur baisse et les flux restent dynamiques vers la plaine du Pô. Le marché du veau de boucherie donne quelques premiers signes d'allègement. Les prix des veaux nourrissons restent bas.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

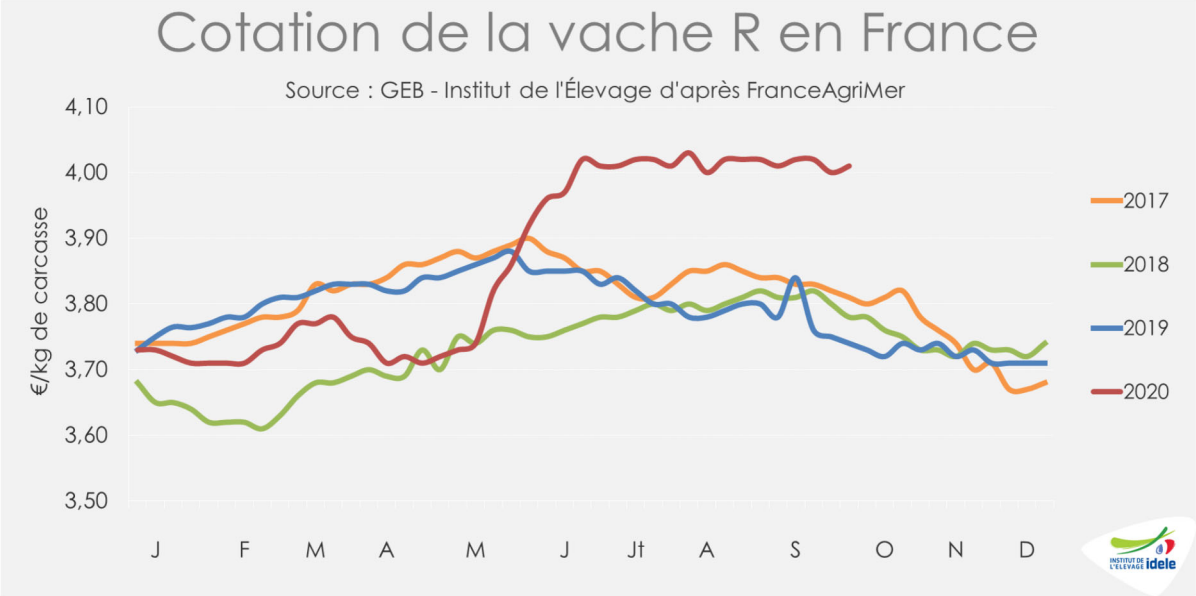
Le grand écart entre femelles et mâles

Dernière révision le 19 octobre 2020

Alors que les prix des femelles continuent de bénéficier d'une demande renforcée pour la viande VBF, les prix des jeunes bovins souffrent de la concurrence d'autres origines sur les marchés de l'Europe du Sud.

Les prix des vaches se tiennent bien

En semaine 41, la vache U cotait 4,52 €/kgéc (+4% /2019 et +2% /2018), la vache R 4,01 €/kgéc (+7% /2019 et +6% /2018), la vache O 3,12 €/kgéc (+1% /2019 ; -3% /2018) et la vache P 2,89 €/kgéc (+7% /2019 ; -1% /2018). Le report de consommation de la restauration vers les repas pris à domicile bénéficie aux circuits de détail qui privilégient la viande française (tant en boucherie qu'en GMS). Le couvre-feu à 21h instauré par le Gouvernement pour au moins 4 à 6 semaines à partir du 17 octobre en Ile de France et dans 8 métropoles pourrait accentuer ce phénomène, ce qui devrait continuer à soutenir les prix des femelles.



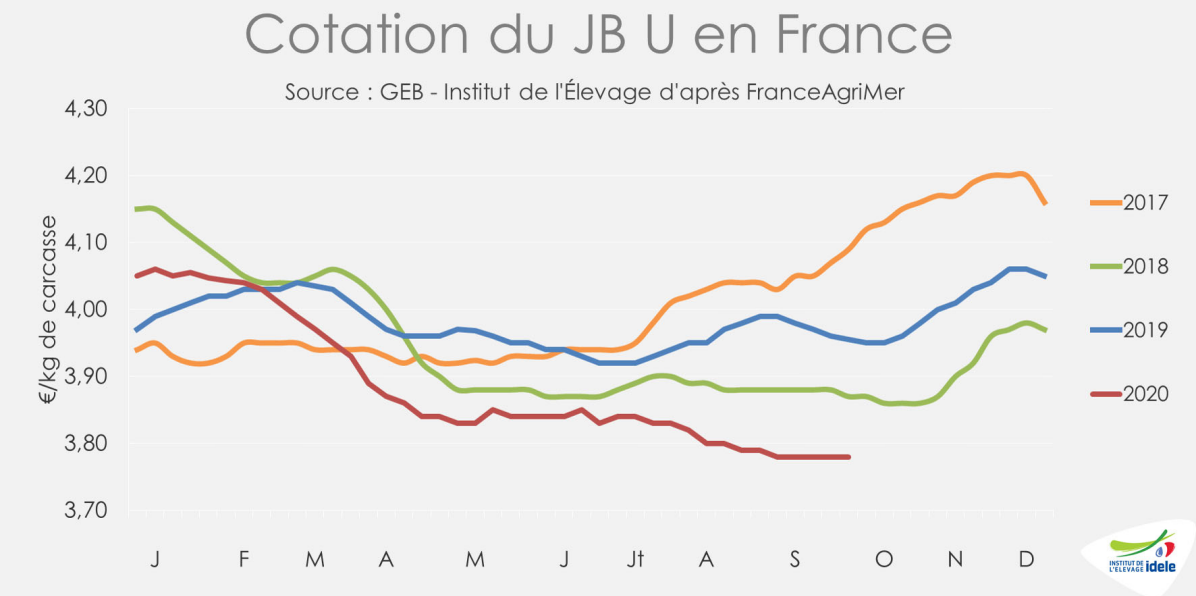
Toujours moins de vaches

Le cheptel de vaches allaitantes était en recul de -1,8% /2019 au 1er septembre. Après une accélération des sorties en juin et juillet qui avait conduit à une baisse plus forte de cheptel, le rythme de baisse revient à son niveau du 1er juin. Le rythme d'érosion du cheptel laitier est stable depuis 3 mois, à -1,8% /2019.

Après des abattages plus soutenus durant l'été, les flux se sont réduits. Sur les 5 semaines 37 à 41, le nombre de femelles abattues dans les abattoirs de plus de 1 500 tonnes de gros bovins était en recul (-4% en têtes pour les vaches de type viande, -2% pour les laitières et -4% pour les génisses de type viande). Le poids des vaches de type viande abattus ont cependant augmenté sur la même période (+5 kg éc à 419 kg éc en moyenne).

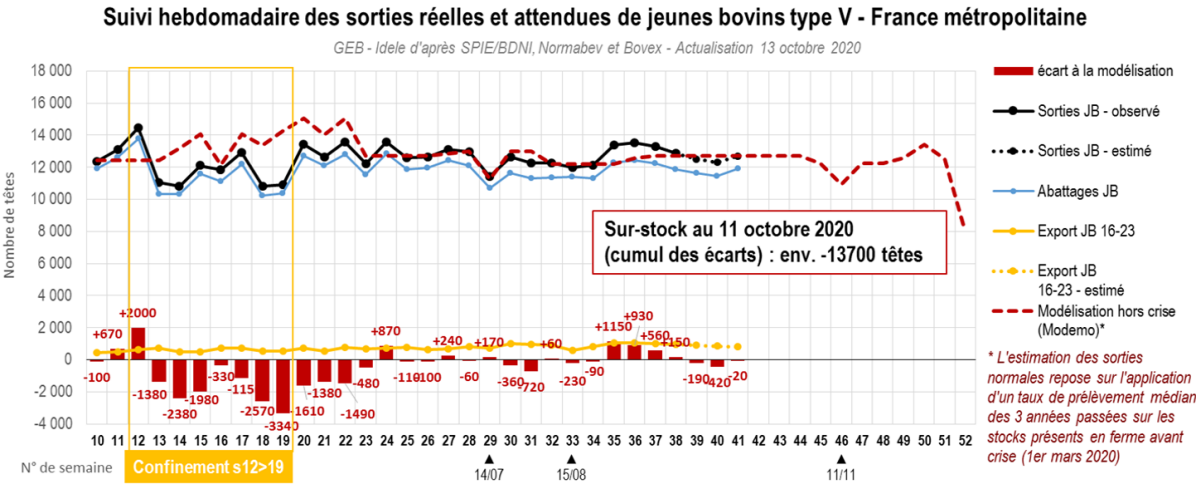
Jeunes bovins : pas encore de remontée saisonnière mi-octobre

La plus grande concurrence sur les marchés d'exportations du sud de l'Europe, affecté par un net recul de l'activité touristique tout au long de l'été, a pesé sur les exportations françaises (cf. infra) et sur les prix du jeune bovin en France. Ainsi, la remontée saisonnière des cours n'était toujours pas déclenchée en semaine 41. La cotation du JB O a notamment perdu 4 centimes en quatre semaines, à 3,13 €/kg (-2% /2019 ; -5% /2018). Celle du JB R a perdu 1 centime à 3,59 €/kg (-5% /2019 ; -3% /2018) sur le même pas de temps. Le JB U est resté stable à 3,78 €/kg (-4% /2019 ; -2% /2018), niveau le plus bas depuis octobre 2016, alors en pleine crise laitière et crise économique en Europe du Sud.



Le surstock de JB a poursuivi sa diminution à un rythme limité

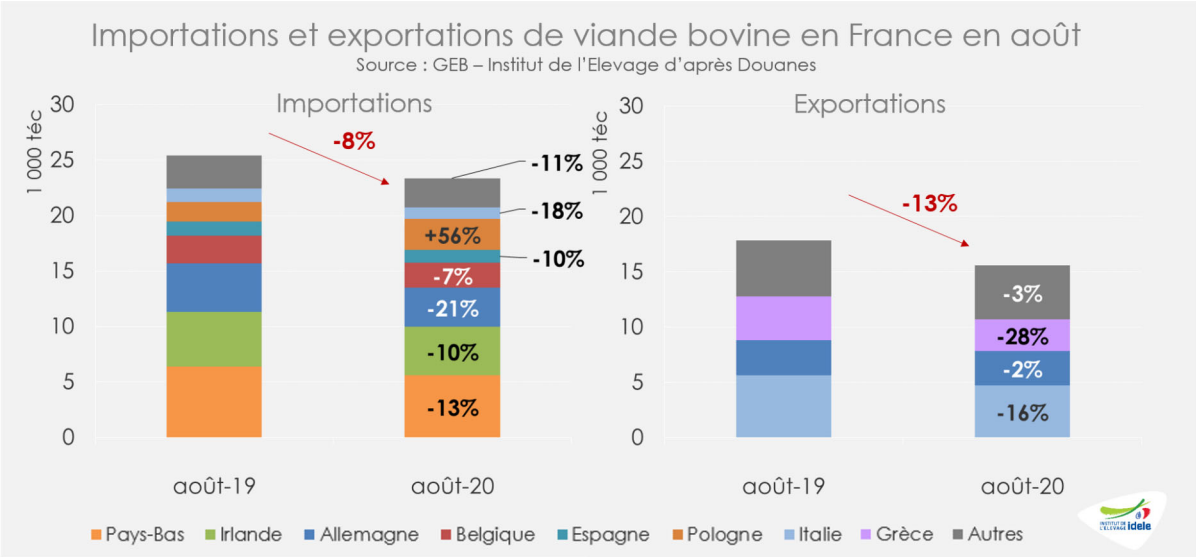
L'indicateur hebdomadaire de Normabev faisait état d'une légère hausse du nombre de JB de type viande abattus sur les 5 dernières semaines connues (+1% /2019 sur les semaines 37 à 41). Les jeunes bovins étaient toujours en moyenne plus lourds d'une année sur l'autre (+10 kg à 447 kg de carcasse), mais l'ampleur de la hausse se réduit (-4 kg /semaines 32 à 36). Le retard d'abattages accumulé depuis le confinement a également continué à lentement se résorber. Le surstock par rapport à 2019 était estimé à la fin de la semaine 39 à environ 13 700 têtes, soit l'équivalent d'1,1 semaine d'abattage.



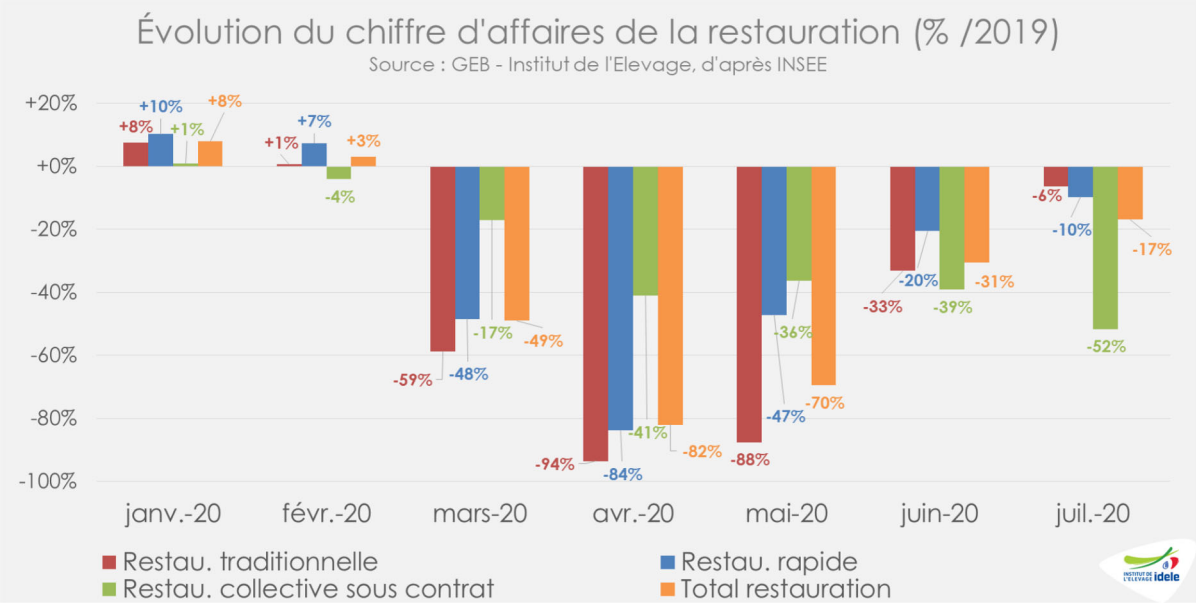
Le nombre de JB de type lait abattus était en hausse de +4% /2019 sur les semaines 37 à 41. Le poids moyen de ces animaux est resté élevé (+7 kg /2019 mais -3 kg par rapport aux 5 semaines précédentes, à 379 kg de carcasse).

Les échanges ont à nouveau reflué en août. La consommation a progressé.

Les échanges français de viande bovine ont été à nouveau en retrait en août. Concurrencées notamment par des viandes polonaises ou encore espagnoles bon marchés, les exportations sont tombées à un peu moins de 16 ktéc en août (-13% /2019).

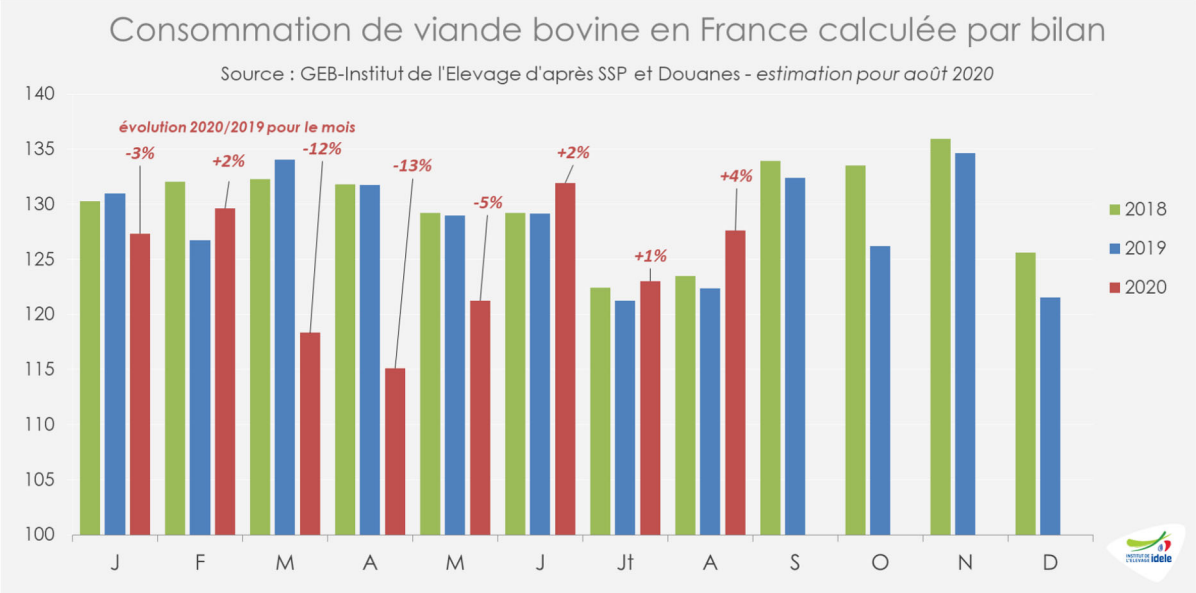


Dans le même temps, les importations françaises de viande ont également reflué (-8% /2019 à un peu plus de 23 ktéc). Les activités estivales du secteur de la RHD ont notamment été affectées par un moindre afflux touristique, amplifié par la décision du Gouvernement britannique d'imposer mi-août une quatorzaine à toute personne provenant de France. Jusque-là, les secteurs de la restauration et de l'hébergement en France n'avaient toujours pas récupéré les effets de la pandémie. Les chiffres d'affaires des secteurs français de la restauration (-17% /2019) étaient ainsi encore en retrait en juillet 2020 par rapport à l'année précédente.



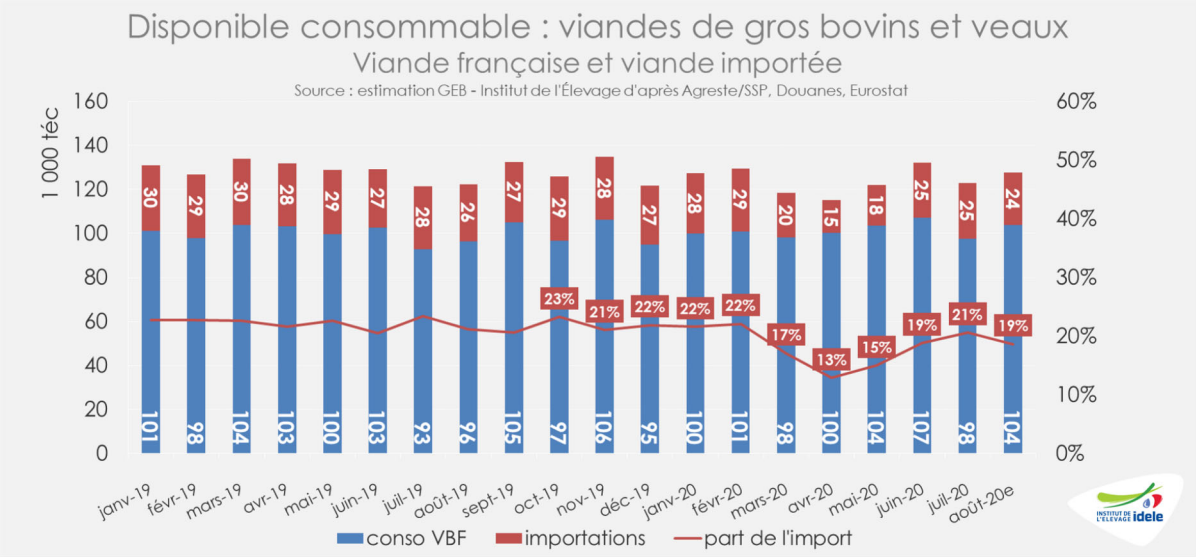
Avec des abattages relativement soutenus en JB et un alourdissement de toutes les types de bovins, une réduction des importations moindre que celle des exportations, le disponible consommable en France a poursuivi son redressement pour le troisième mois consécutif en août (+4% /2019) d'après nos estimations.

Pour le 3ème mois consécutif, la consommation de viandes par bilan se redresse, comblant progressivement le recul enregistré durant les mois de confinement (-3% /2019 sur 8 mois).

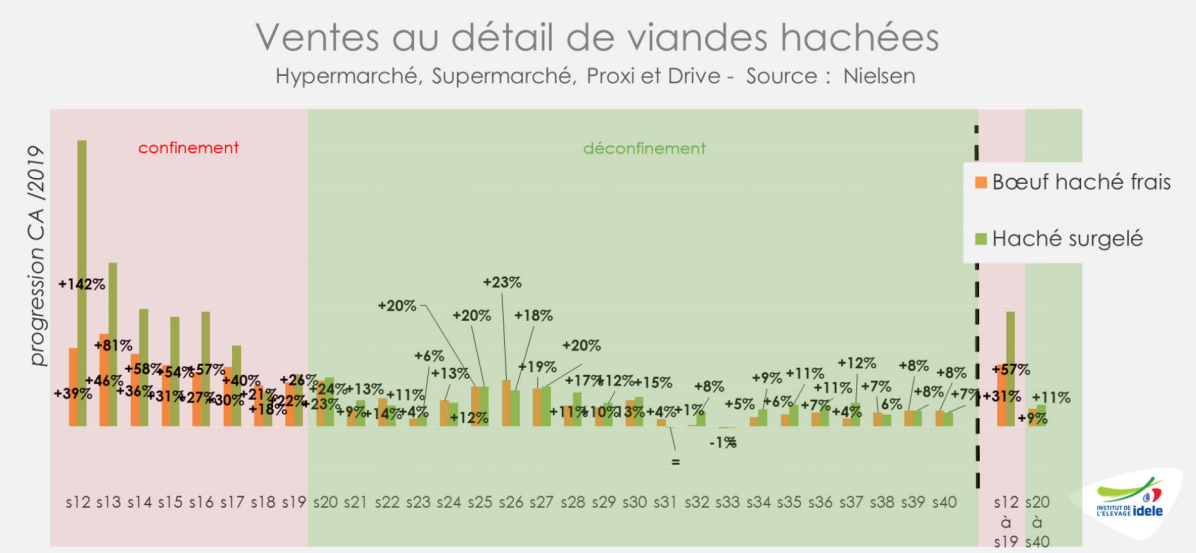


Après être remontée à 21% en juillet, la part des imports dans le disponible consommable aurait à nouveau baissé à 19% en août d'après nos estimations. Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, susceptibles d'être très importants à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation.

Ce qui est en revanche certain, c'est que la **demande intérieure adressée à la viande bovine française est en hausse marquée depuis le début de l'année** : elle s'établit selon nos bilans à 812 ktéc sur les 8 premiers mois, en hausse de +1,8% ou +14 ktéc par rapport à 2019.



Côté consommation, le chiffre d'affaires des grandes surfaces alimentaires a rebondi en juillet et août d'après l'INSEE (+3,9% /juillet 2020 et +3,8% /août 2019). Les ventes au détail de viandes hachées y sont restées en progression. En cumul depuis le déconfinement (s20 à 40), les ventes au détail de viande bovine hachée réfrigérées (+9% /2019 en valeur) comme congelé (+11%) restent en forte hausse.



Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

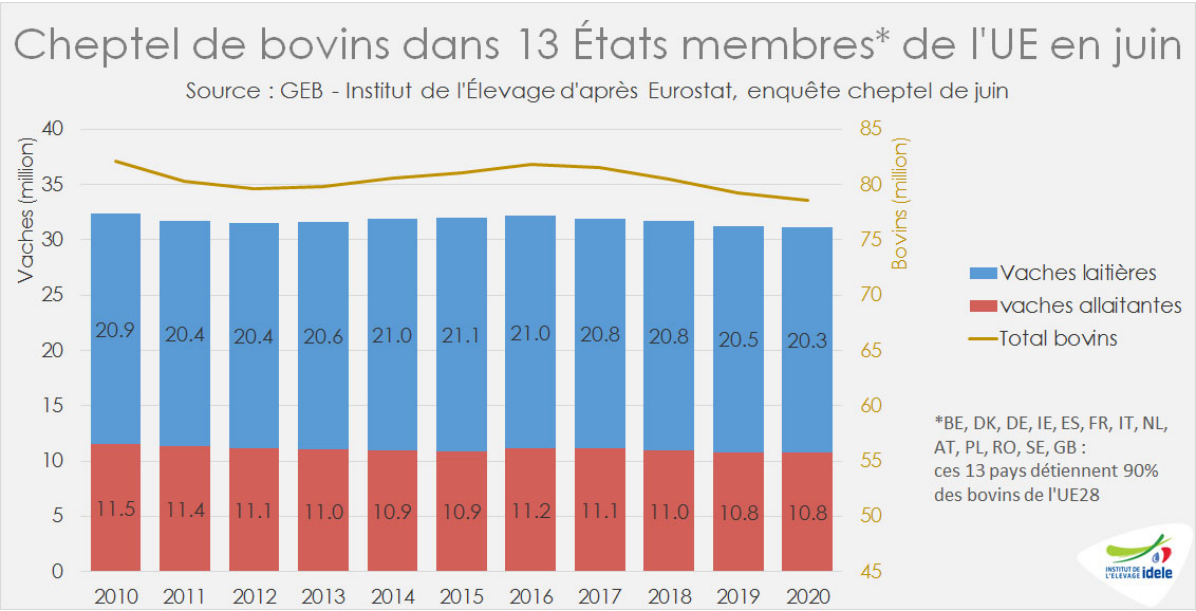
La production européenne de viande bovine orientée à la baisse

Dernière révision le 19 octobre 2020

Dans la lignée de l'évolution du cheptel, la production européenne de viande bovine sur les 7 premiers mois de l'année s'est réduite de 1% par rapport à 2019. La consommation, affectée par le confinement généralisé, a baissé de 2% sur le 1er semestre. Les prix restent chahutés, mais remontent enfin en Italie.

Recul du cheptel bovin européen dans l'enquête de juin

L'enquête cheptel de juin est réalisée dans 13 États membres qui détiennent 90% des bovins européens. Entre juin 2019 et juin 2020, le cheptel total de bovins dans ces 13 États membres a reculé de 1% à 78,6 millions de têtes. Le nombre de vaches laitières est tombé à 20,3 millions de têtes (-0,8%). Celui de vaches nourrices est resté stable à 10,8 millions, la progression en Espagne, en Italie et en Pologne ayant compensé la baisse en France, en Belgique et en Allemagne.



Un recul plus fort pour les mâles de 1 à 2 ans

Le nombre de mâles de 1 à 2 ans s'est réduit plus fortement que le cheptel de souche, à 5,8 millions de têtes (-1,8% /2019 ou -103 000 têtes). Ce recul plus marqué est dû à la hausse des envois de bovins maigres vers les pays tiers du bassin méditerranéen en 2019 (+87 000 têtes /2018), corollaire d'une baisse des mises à l'engraissement en Europe. Ces mâles étaient notamment moins nombreux en Allemagne (-53 000 têtes en juin 2020 /2019), en Irlande (-49 000), au Royaume-Uni (-24 000), et en Espagne (-18 000). Ils étaient en revanche

plus nombreux en Pologne (+15 000 têtes en juin 2020 /2019) et en Italie (+20 000). Dans ces 2 pays, les retards de sorties accumulés pendant le confinement participent à la hausse des effectifs en juin, mais ils ont été depuis en partie résorbés.

La production européenne en baisse de 1% sur les 7 premiers mois de l'année

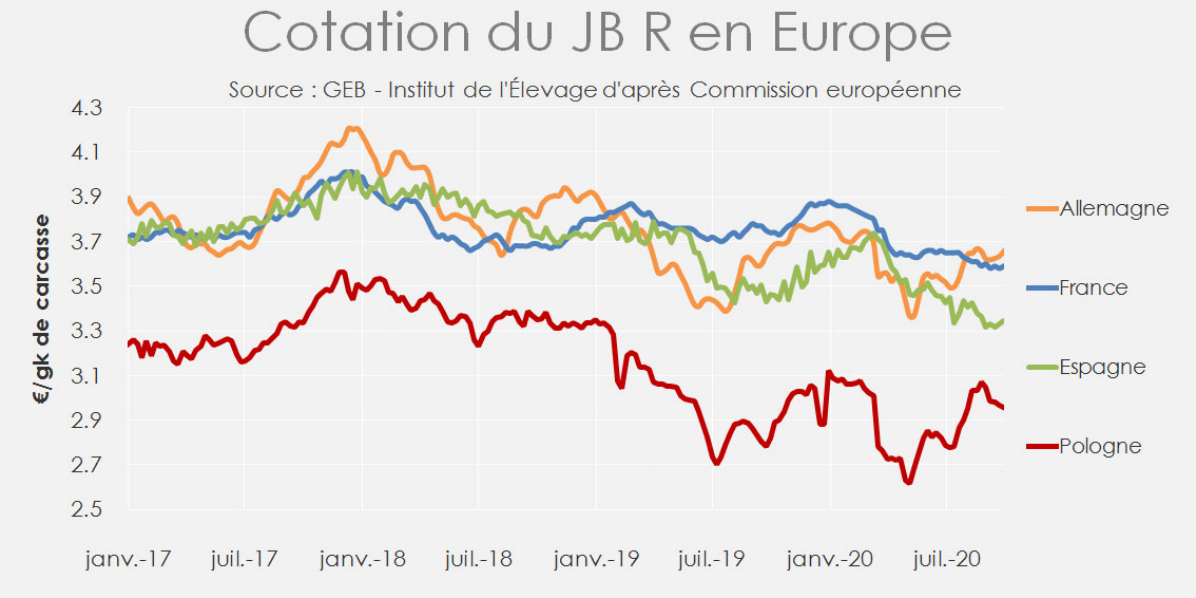
Les abattages de bovins ont totalisé 4,462 millions de tonnes équivalent carcasse sur les 7 premiers mois de l'année (-1% /2019). Les volumes de mâles de plus d'un an ont baissé de 2% ou -41 000 téc, tout comme ceux de vaches (-2% ou -20 000 téc). A l'inverse, les abattages de génisses ont progressé de +3% ou +24 000 téc.

La baisse des volumes abattus en Allemagne (-18 000 téc), Espagne (-9 000 téc), Irlande (-7 000 téc), Belgique (-6 000 téc) et Autriche (-4 000 téc) a été en partie compensée par des hausses en Pologne (+11 000 téc, comparés à un 1er semestre 2019 affecté par les scandales sanitaires), au Royaume-Uni (+10 000 téc) et en France (+3 000 téc).

La consommation européenne en baisse de 2% au 1er semestre

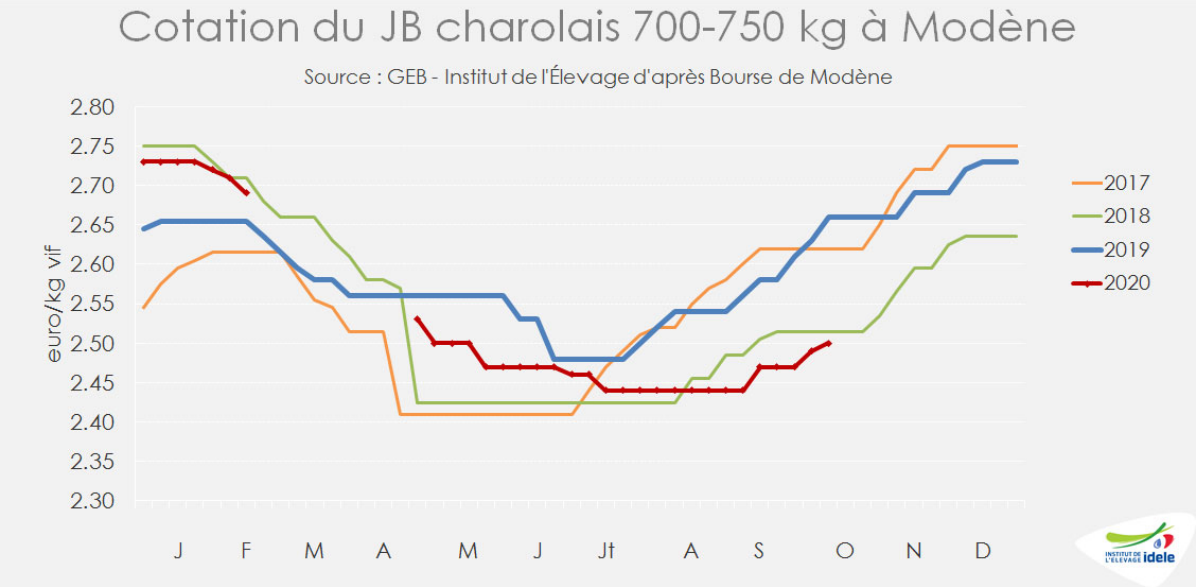
Le disponible consommable dans l'UE-27 (hors Royaume-Uni) a totalisé 3,338 millions de téc au 1er semestre (-2,3% /2019 ou -76 000 téc). La moitié de cette baisse est imputable au repli de la production, l'autre moitié à l'évolution du commerce extérieur. Les importations de pays tiers se sont en effet repliées de 22% ou -43 000 téc alors que les exportations vers pays tiers n'ont reculé que de 1% (-5 000 téc). La baisse du disponible consommable sur 7 mois traduit une baisse de la consommation. Dans de nombreux États membres, la très forte chute des volumes consommés en restauration n'a pas été compensé complètement par la hausse des achats au détail. C'est notamment le cas en Espagne, où 49% des dépenses alimentaires se font hors domicile et où la viande bovine est peu consommée à la maison. Ceci explique les volumes importants de viande espagnole présents sur le marché des autres États membres au 1er semestre 2020, alors même que la production espagnole était en baisse.

Les prix des jeunes bovins ont été très bousculés



Les prix des bovins ont plongé au moment du confinement pour se redresser, mais inégalement selon les États membres. Début octobre, le JB R cotait 3,59 €/kg de carcasse en France (-4% /2019 et -3% /2018) et 3,66 €/kgéc en Allemagne (= /2019 et -4% /2018). Les prix espagnols restaient très bas à 3,35 €/kgéc (-3% /2019 et -10% /2018), de même que les prix polonais à 2,96 €/kg éc(+5% /2019 mais -12% /2018).

En Italie, la hausse saisonnière des cours a tardivement démarré à Modène. En semaine 41, le JB charolais de 1ère catégorie cotait 2,50 €/kg vif (-6% /2019 et -1% /2018).



Viandes bovines » Gros bovins » Europe »

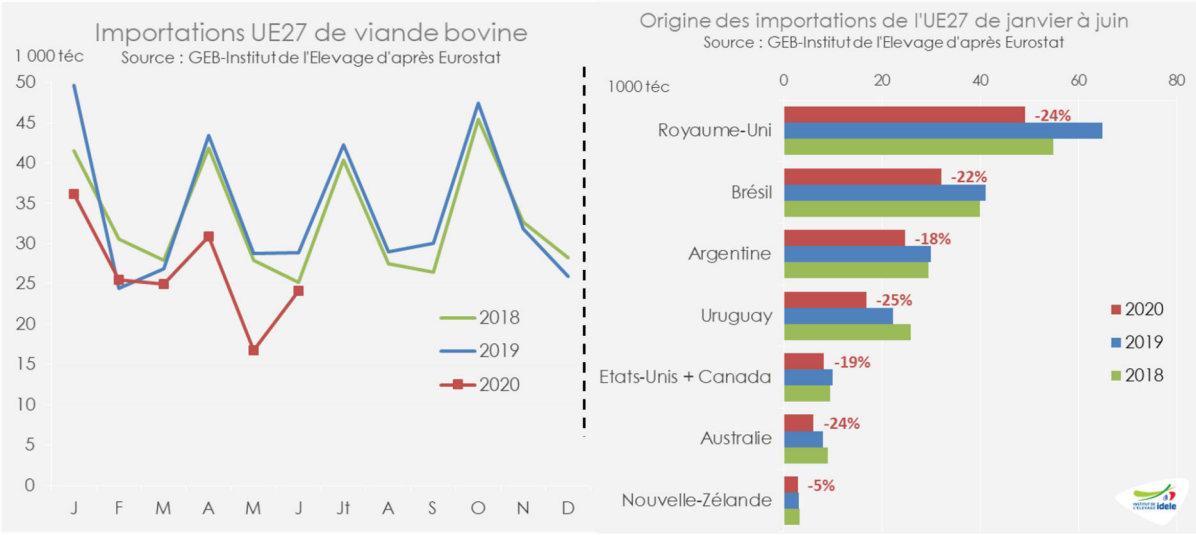
La Covid-19 a continué de perturber les échanges durant l'été

Dernière révision le 19 octobre 2020

Durant l'été, les flux sont restés perturbés par une moindre activité touristique dans le Sud et par la reprise restée partielle de la restauration partout dans l'UE.

Beaucoup moins d'importations des pays tiers

Les importations de viande bovine de l'UE à 27 se sont effondrées au 2ème trimestre 2020 (-29% /2019 et -24% /2018). Sur l'ensemble du 1er semestre, les volumes importés ont baissé de 20% /2019, dont -22% en provenance du Brésil, -18% d'Argentine, -25% d'Uruguay, -19% d'Amérique du Nord et -24% d'Australie. Dans le même laps de temps, les importations de l'UE-27 depuis le Royaume-Uni ont été également en net retrait (-23% /2019 et -10% /2018).

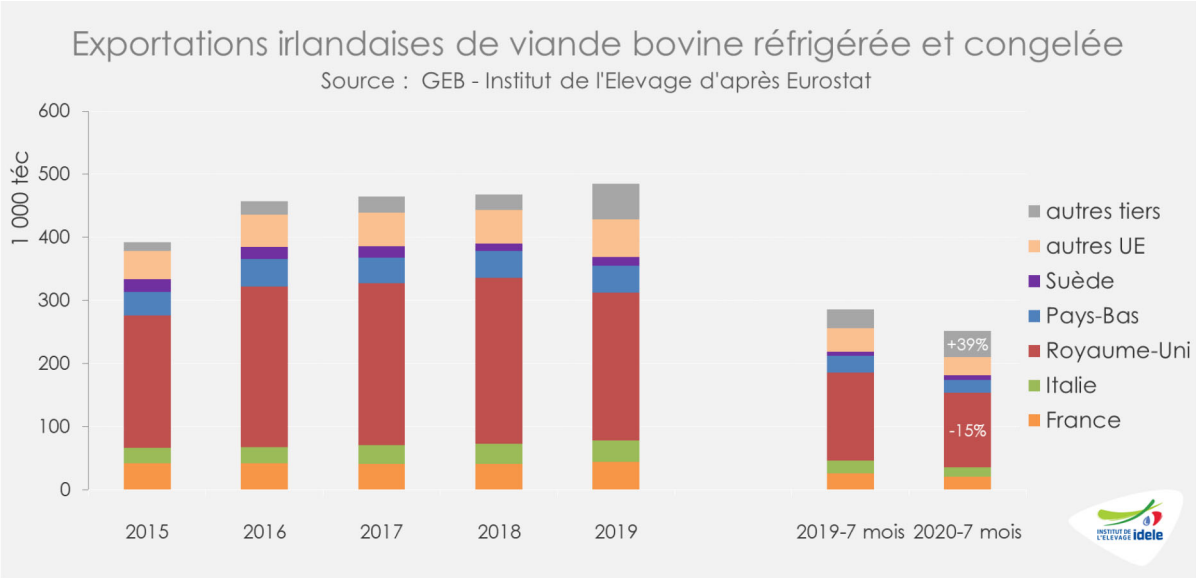


Les exportations de viande bovine de l'UE-27 vers les pays tiers ont été quasi-stables sur le 1er semestre 2020 (-1% /2019, mais -7% /2018), avec le Royaume-Uni comme principal client, lui en nette baisse (-11% /2019 à 160 ktéc). A noter que les échanges avec ce pays se font encore en franchise de droit jusqu'en fin 2020.

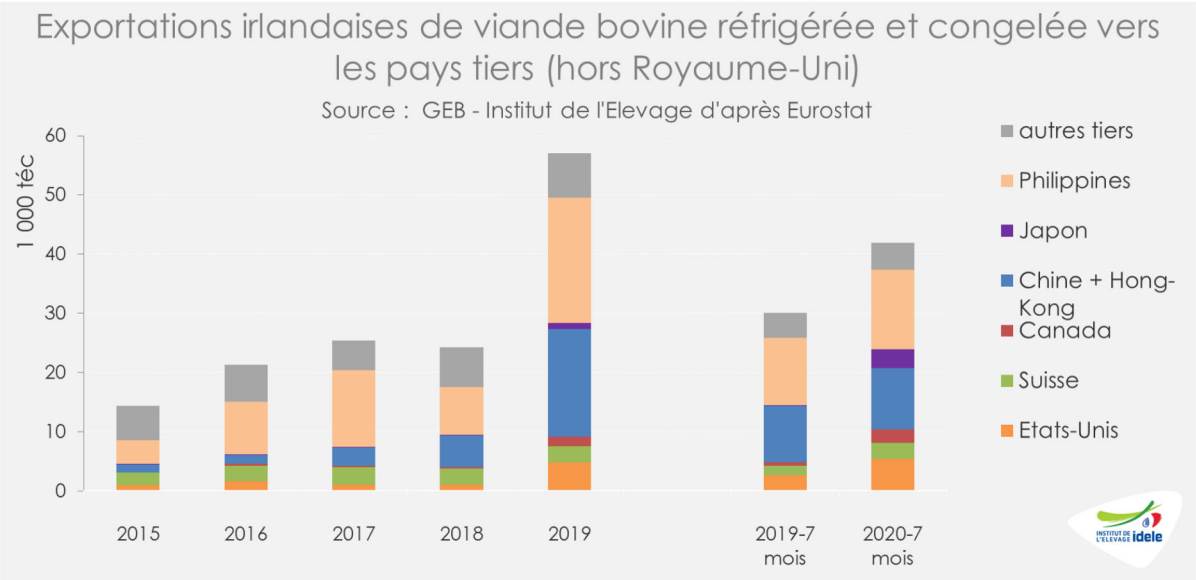
L'Irlande a moins exporté et réorienté ses flux

Entre mars et juin, les pertes de nombreux débouchés à l'export (notamment à destination de la RHD et de la transformation) ont fortement pesé sur les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée (142 ktéc exportées sur la période soit -13% /2019), notamment vers le Royaume-Uni.

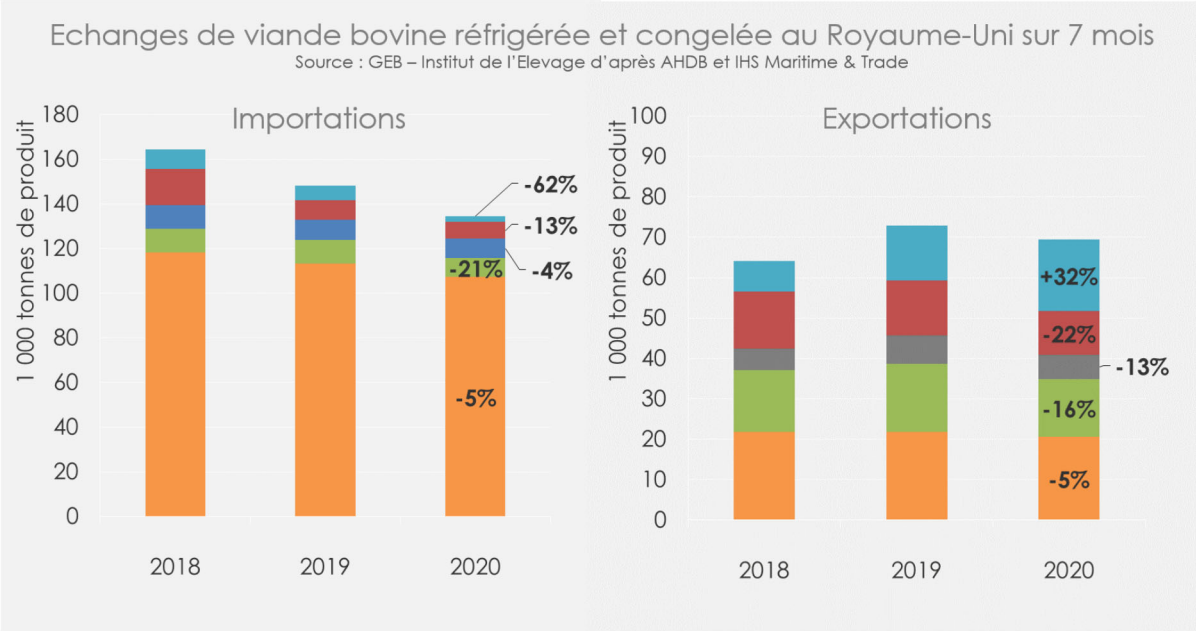
Les exportations ont reculé encore davantage en juillet 2020 (-17% /2019) malgré la réouverture progressive de la RHD en Europe.



Pour compenser, les opérateurs irlandais ont accéléré les envois vers les autres marchés tiers. Sur 7 mois, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont ainsi fortement augmenté vers les Philippines (+18% /2019 à 13 ktéc), la Chine et Hong-Kong (+7% à 10 ktéc), les États-Unis (x2 à 5 ktéc), le Japon (x28 à 3 ktéc) ou encore le Canada (x4 à 2 ktéc). Au total, les exportations vers les pays tiers (hors Royaume-Uni) entre janvier et juillet 2020 ont atteint 42 ktéc (+39% /2019).

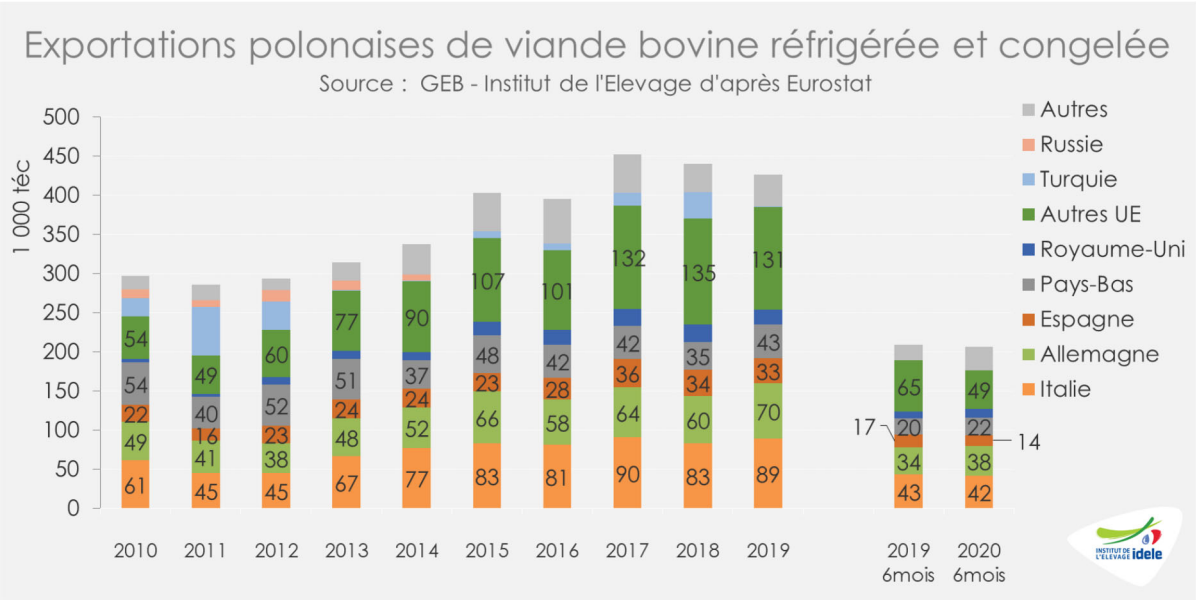


En juillet, les importations britanniques de viande bovine réfrigérée et congelée étaient à nouveau globalement en retrait (-10% /2019 à 18 kt de produit) après un léger mieux en juin. En cumul sur les 7 premiers mois de 2020, ces importations au Royaume-Uni étaient en baisse (-9% /2019 à 135 kt), quand les exportations reculaient dans une moindre mesure (-5% à 70 kt).



Réorientation des exports polonais

Après avoir durement chuté au début du confinement, les exportations **polonaises** ont rebondi en juin. Au total, sur le 1er semestre 2020, les envois de viande bovine polonaise réfrigérée et congelée ont été en léger recul par rapport à 2019 quand ils avaient déjà été limités par différents scandales sanitaires, à 206 ktéc (-1% /2019 ;-9% /2018). Le recul a été fort vers l'Italie (-4% /2019 à 42 ktéc) et vers l'Espagne (-15% à 14 ktéc). A contrario, les envois ont progressé vers les Pays-Bas (+10% à 22 ktéc), le Royaume-Uni (+25% à 11 ktéc) et l'Allemagne (+10% à 38 ktéc).

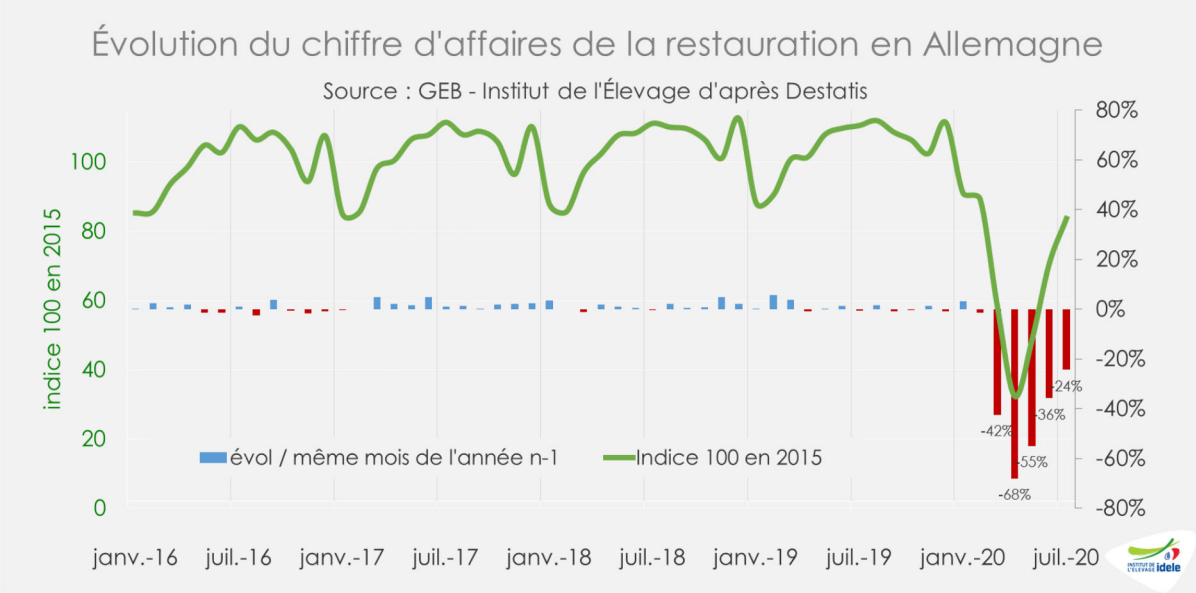


La consommation a résisté en Allemagne

En **Allemagne**, la consommation de viande bovine se porte bien. Sur 6 mois, le disponible consommable a progressé à 575 ktéc (+1% /2019). Il y a donc eu un report total de la consommation en RHD vers la consommation à domicile.

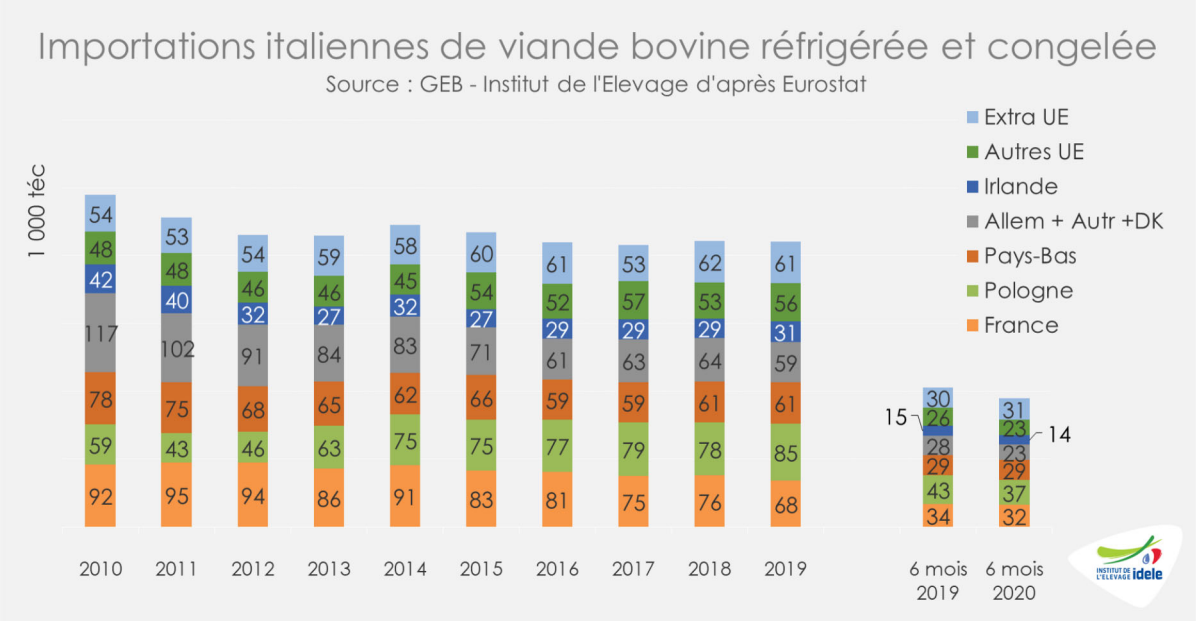
Les ventes de l'ensemble des viandes au détail aux ménages ont augmenté de 7% /2019 au cours des 8 premiers mois de 2020. Parmi elles, la viande bovine a le plus progressé, en volume (+20% /2019) comme en valeur (+25%). En comparaison, la consommation de viande de porc n'avait progressé que de 3% en volume (mais de +19% en valeur). Cependant, la découverte début septembre des premiers sangliers infectés par la fièvre porcine africaine a conduit à la fermeture des marchés chinois, japonais et sud-coréen qui valorisaient au 1er semestre 15% de l'offre abattue en Allemagne. Le marché domestique allemand est donc fortement impacté, du moins tant que la régionalisation du statut sanitaire ne sera pas reconnue par ces pays asiatiques (elle permettrait de poursuivre les exportations depuis des Länder non touchés).

Si les mesures autour de la RHD ont été assouplies depuis mai, le chiffre d'affaires du secteur allemand de la restauration reste très en retrait (toujours -24% /2019 en juillet).

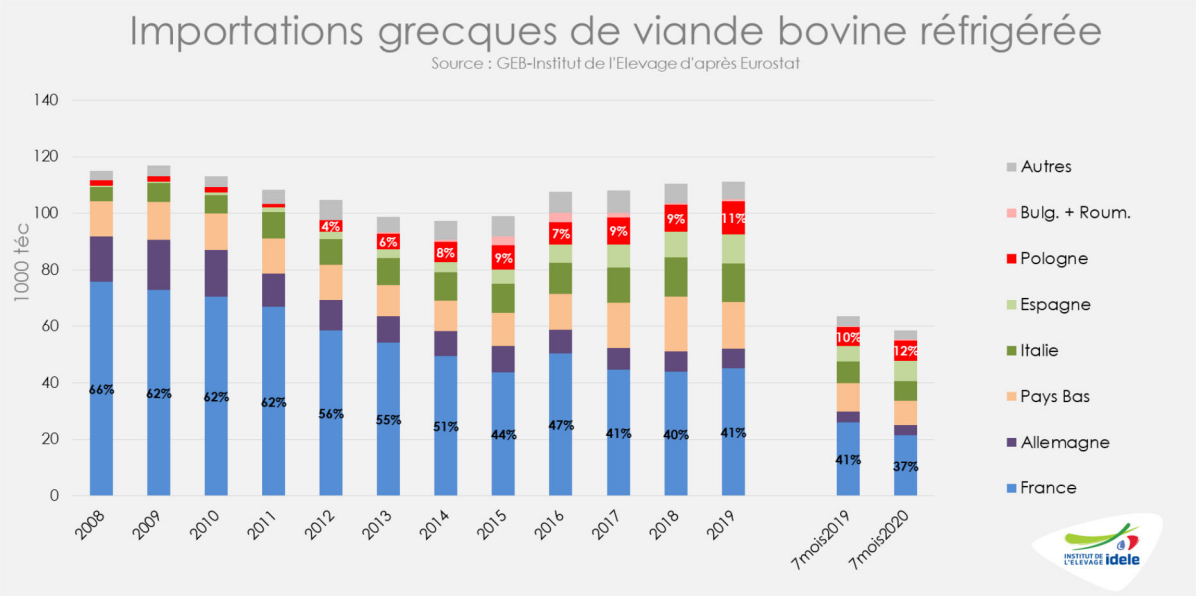


Chute des importations en Italie et en Grèce

En **Italie** les importations de viande bovine réfrigérée et congelée ont chuté de 8% à 189 ktéc sur le 1er semestre, dont 64 ktéc en provenance de Pologne.



En **Grèce**, la saison touristique a été très mauvaise. Le secteur de la restauration a vu plonger son chiffre d'affaires de deux tiers au 2ème trimestre 2020 /2019. Sur les 7 premiers mois de 2020, les importations grecques de viande bovine réfrigérée ne se sont toutefois pas écroulées à 59 ktéc (-8% /2019). L'origine France a néanmoins été particulièrement affectée (-18% /2019 à 21 ktéc). Les envois à bas prix depuis la Pologne et l'Espagne ont fortement progressé, de respectivement +8% et +31% d'une année sur l'autre, à 7 ktéc pour chacun.



L'Espagne a maintenu ses exportations de viande bovine réfrigérée et congelée sur les 7 premiers mois de 2020, à 117 ktéc (+15% /2019). Le recul de la consommation domestique de viande bovine, dont une grande part des volumes est valorisée en restauration, a permis cela malgré la baisse de la production.

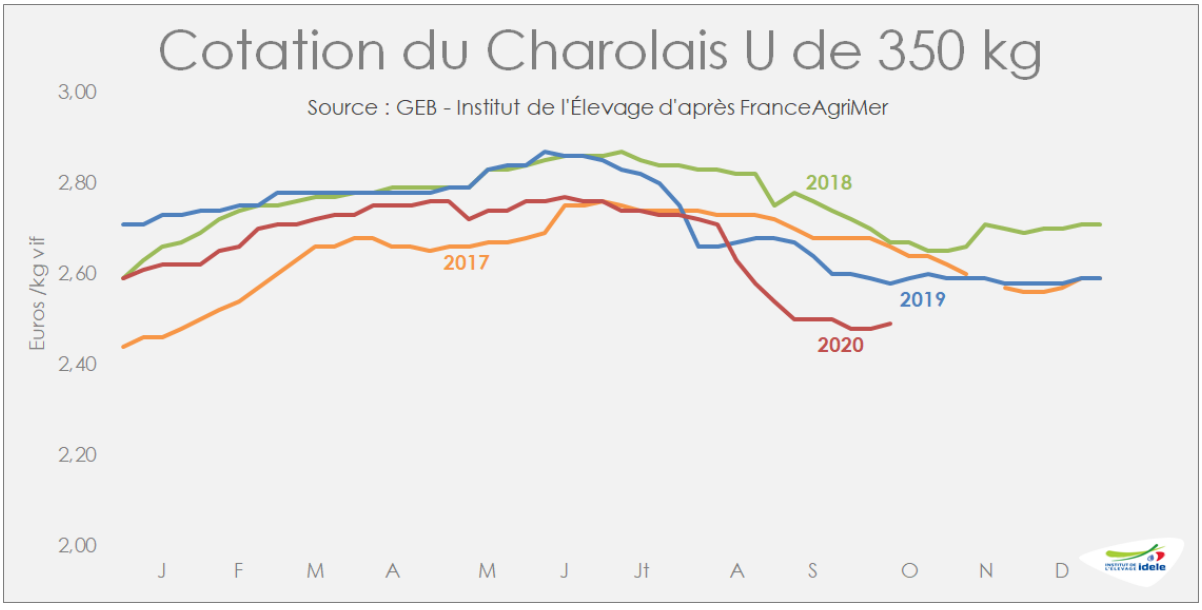
Viandes bovines » Maigre »

Fin septembre, les prix des Charolais destinés à l'Italie frémissent

Dernière révision le 19 octobre 2020

En France, les cotations des broutards se sont stabilisées à bas niveau depuis la fin août. Les disponibilités sont moindres alors que les flux vers l'Italie sont presque aussi intenses qu'à l'automne 2019.

La cotation du Charolais U de 350 kg est remontée d'1 centime fin septembre



Les cotations de tous les broutards mâles avaient chuté fortement durant l'été 2020, davantage encore qu'en 2019 qui était déjà une année difficile.

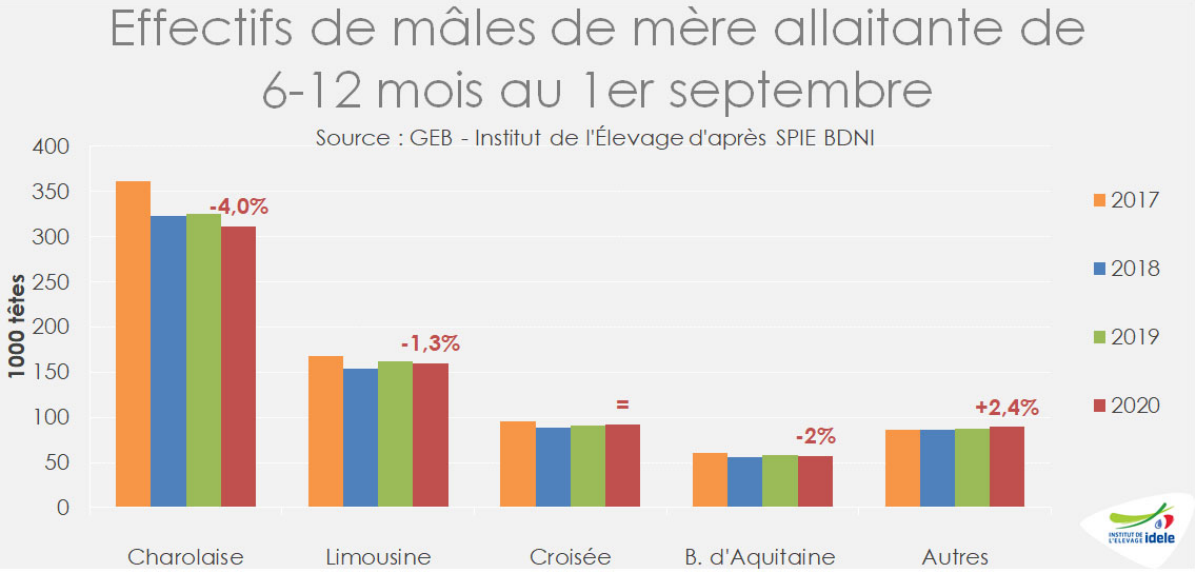
En semaine 41, la cotation du Charolais U de 350 kg (broutard le plus fréquent sur le marché en début d'automne) a pris 1 centime par rapport à la semaine précédente. La cotation restait tout de même en baisse par rapport à 2019 de -0,09 €, soit -3% et de -0,18 € /2018. La cotation du Charolais U de 450 kg s'est stabilisée sur les semaines 39 à 41 à 2,32 €/kg (- 0,10 € /2019 soit -4%).

Pour les broutards plus légers, le prix du Limousin E de 300 kg est identique depuis 5 semaines à 2,90 €/kg, soit – 0,22 € /2019 (-7%) et – 0,18 € /2018.

La cotation des femelles limousines E de 270 kg reste quasi inchangée depuis février à 2,73 €/kg vif : -1% /2019. Aprè plusieurs années de forte progression, la demande pour ces animaux nâ€™augmente plus en Italie, mais reste soutenue.

La disponibilité en broutards toujours en retrait de -2% par rapport à 2019

Le nombre de broutards disponibles a diminué depuis début 2020, reflétant la décapitalisation en vaches allaitantes. Au 1er septembre, on dénombrait 710 000 mâles allaitants de 6-12 mois, en recul de -2% /2019 (-13 000 têtes).



Ce repli de l'offre est régulier depuis 5 mois. Il est marqué en races charolaise (311 000 têtes, -4% /2019) et blonde d'Aquitaine (57 000 têtes, -2% /2019).

Depuis début 2020, les naissances de veaux issus de mère allaitante étaient en légère hausse de +0,4% /2019, mais en baisse de -5,3% /2018. Les disponibilités en broutards resteront limitées en France dans les mois à venir.

Les prix des JB finis sont remontés en Italie

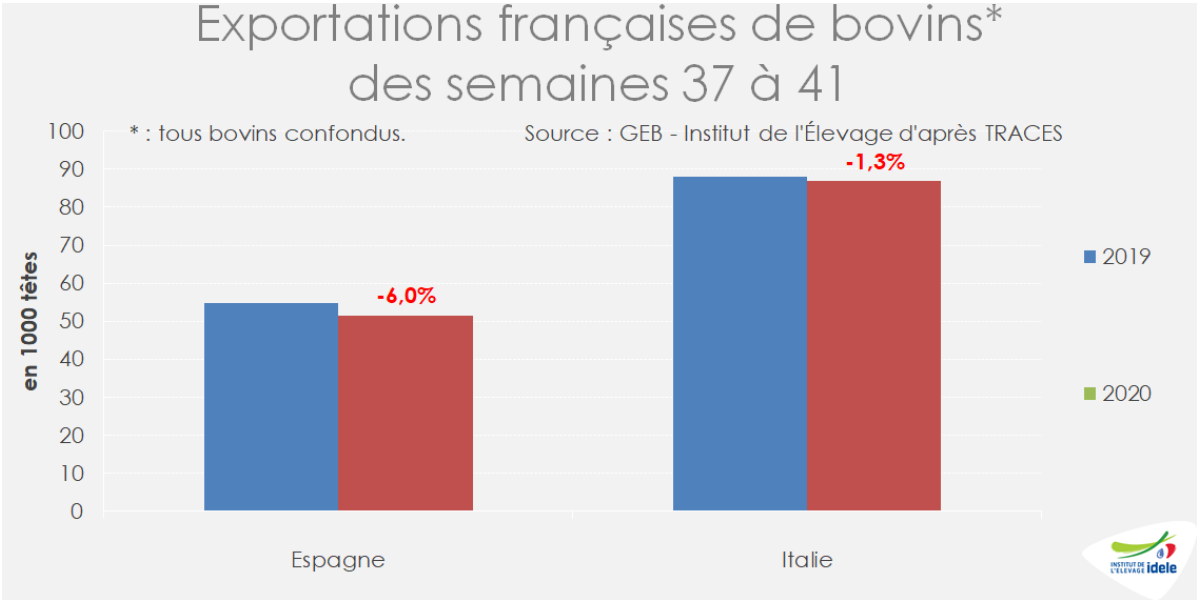
La cotation du JB charolais à Modène a regagné 3 centimes/kg vif entre les semaines 39 et 41, un signe positif. Ceci semble avoir motivé le retour de certains acheteurs de broutards dans la plaine du Pô.

Selon les données les plus récentes de TRACES, les exports français vers l'Italie, tous bovins confondus, étaient en légère baisse à -1,3% du 12 septembre au 10 octobre par rapport à 2019. En cumul sur les 41 premières semaines de l'année, les flux vers l'Italie étaient quasi-stables d'une année sur l'autre (-0,3%).

En France les éleveurs ont mené des actions

Depuis plusieurs semaines, le syndicalisme agricole a mené des opérations pour inciter à la remontée des cours des broutards : rencontre des professionnels, communiqués de presse, action devant un centre d'allotement, appel à retenir les broutards en ferme.

Vers l'Espagne : diminution des exports français depuis 5 mois



D’après TRACES, les achats espagnols de tous bovins français confondus baissaient à nouveau de -6% /2019 durant les semaines 37 à 41 (51 500 têtes envoyées). En effet, en Espagne, la viande bovine est beaucoup consommée en RHD (affectée par la pandémie et depuis le 15/10 fermée pour 15 jours en Catalogne). Elle est également exportée vers le pourtour méditerranéen, pénalisé par la Covid-19. L’Espagne oriente donc ses achats vers plus de jeunes veaux (meilleur marché). En 2020, les veaux nourrissons représentent 60% des bovins exportés de France vers l’Espagne.

Quelques nouvelles perspectives pour les exports vers pays tiers

Sur la période janvier-août 2020, la France a exporté 36 000 broutards vers les pays tiers, une chute de -12% /2019 du fait de la Covid-19 dont -21% /2019 vers l’Algérie (Covid et nouveau cahier des charges limitant les poids). Les exports 2020 restent néanmoins en hausse /2018 de +6,4% vers pays tiers, dont +8,1% vers Algérie. L’année 2019 avait été une année record pour les exports vers l’Algérie.

Les exports vers la Tunisie devraient reprendre courant octobre. Les inspecteurs tunisiens agréent dorénavant les lots à l’arrivée et non plus en France (impossible depuis la Covid-19). Enfin, un bateau de broutards français vient de partir de façon inédite vers le Qatar. Il n’est pas encore possible de savoir si ce flux perdurera.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Les cours se redressent

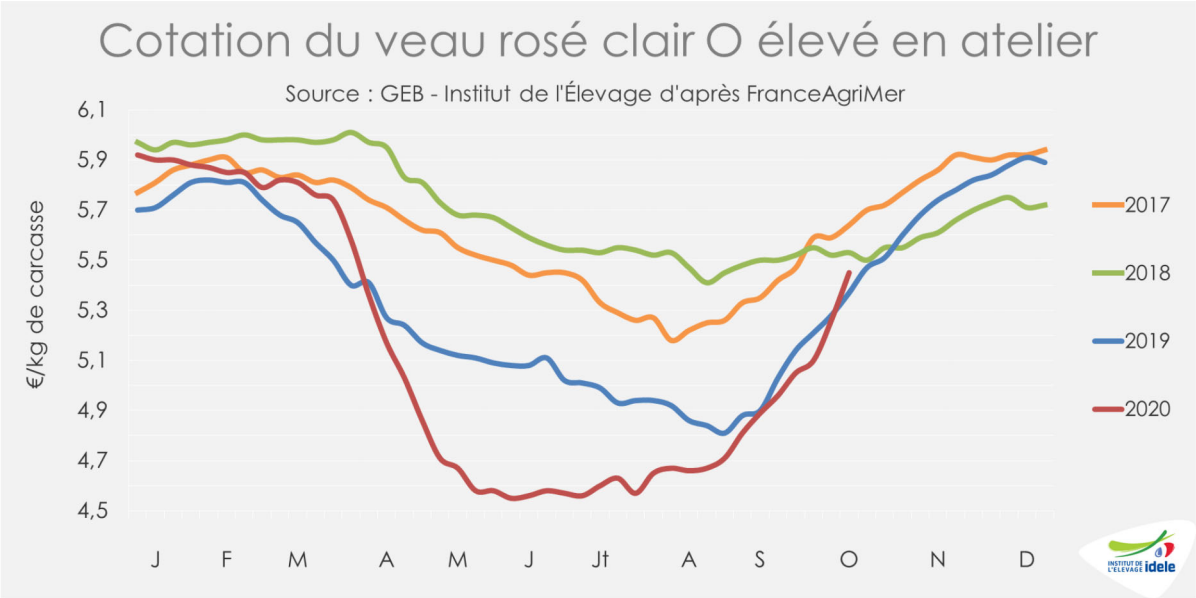
Dernière révision le 19 octobre 2020

Les améliorations observées à la fin de l’été se sont poursuivies, la cotation a engagé une hausse saisonnière très prononcée si bien qu’elle a atteint son niveau de l’an dernier en semaine 41. La diminution du poids et de l’âge moyens des veaux à l’abattage montre que le marché commence à s’alléger. L’embellie reste néanmoins fragile et dépendante d’un contexte sanitaire très incertain avec la Covid.

Une hausse saisonnière des prix très marquée

Les prix des veaux de boucherie ont continué à fortement augmenter depuis fin août. Cette amélioration de la conjoncture peut s’expliquer à la fois par la reprise saisonnière de la consommation, mais également comme un effet de la diminution des mises en place au 2ème trimestre 2020.

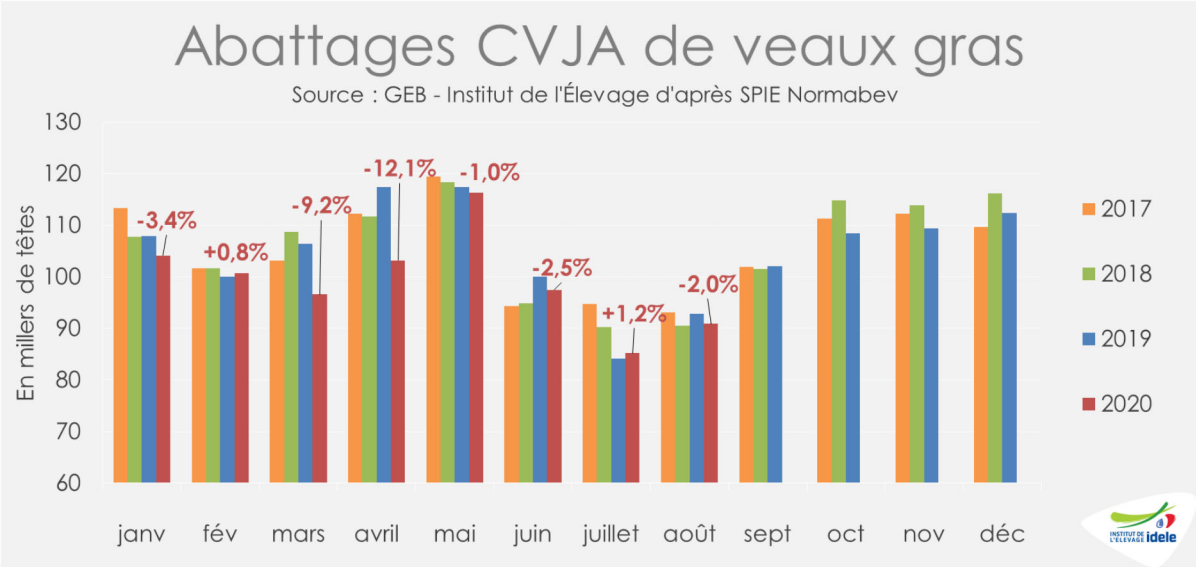
La cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a augmenté de 56 centimes depuis la semaine 36. A 5,45 €/kg de carcasse en semaine 41, elle dépasse de 8 centimes son niveau 2019 à la même période (+1,5%). Elle reste en deçà des années précédentes, à -8 centimes ou -1,4% par rapport à 2018, mais l’écart se réduit.



Les prix des veaux de conformation supérieure continuent également leur hausse saisonnière. Le veau rosé clair R élevé en atelier cotait 6,01 €/kg de carcasse en semaine 41, soit +13 centimes ou +2,2% /2019 et -18 centimes ou -2,9% /2018.

Les abattages reprennent un rythme comparable aux années précédentes

La reprise d'un rythme d'abattage similaire aux années précédentes se confirme avec 91 000 têtes CVJA abattues au mois d'août, soit -2% /2019 et +0,5% /2018. Les abattages de veaux de boucherie en cumul sur 8 mois sont toujours en recul par rapport aux années précédentes avec 795 000 têtes CVJA abattues soit -3,8% par rapport à 2019 et -3,6% par rapport à 2018.



Malgré la baisse du nombre d'animaux abattus, les volumes produits en août ont augmenté par rapport au mois de Juillet, à 13 700 téc. Faiblement inférieurs à 2019 (-0,8%), ils sont bien supérieurs à 2018 (+4,4%), signe que les animaux abattus restaient plus lourds que les années précédentes. Sur 8 mois, la production cumulée a totalisé 117 900 téc, soit -2,9% /2019 et -0,5% /2018.

Le poids et l'âge moyens ont commencé à diminuer depuis la fin de l'été

Le poids et l'âge moyens des veaux abattus, stables pendant l'été, ont légèrement diminué en septembre, premiers signes d'une fluidification du marché.

Le poids moyen à l'abattage est passé de 151 kgéc en juillet et août à 149 kg éc en septembre d'après les indicateurs de Normabev. Il est resté supérieur de 2,0 kgéc à son niveau de 2019 et de 4,0 kgéc à celui de 2018.

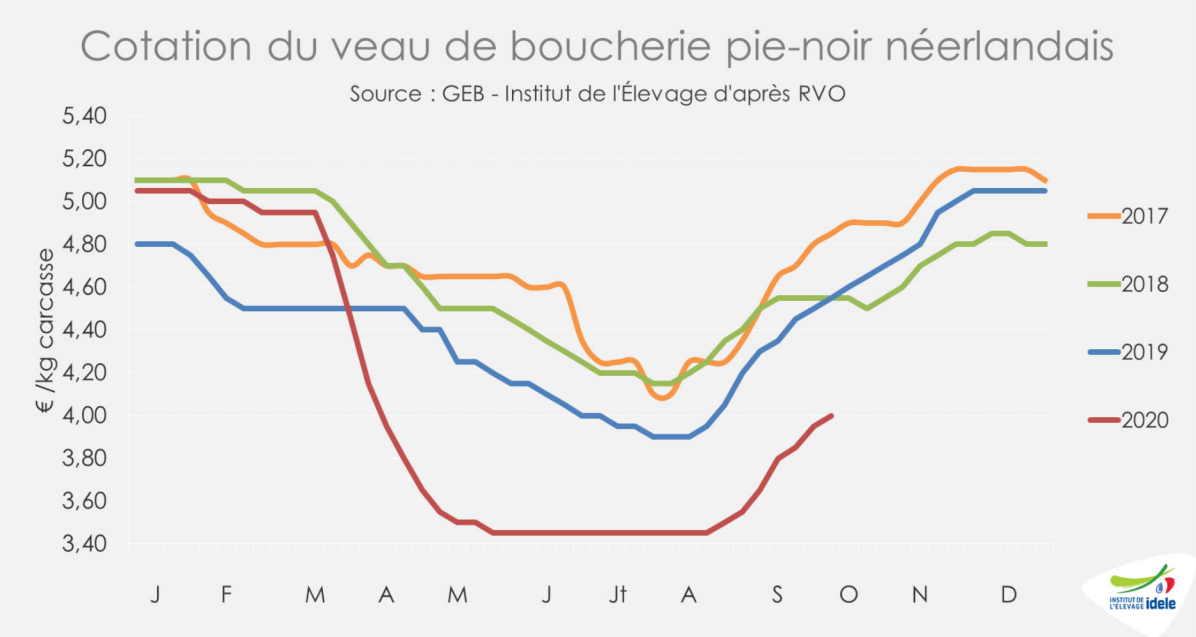
L'âge moyen à l'abattage, qui avait augmenté à 193 jours en août, a légèrement diminué en septembre à 192 jours soit 6 mois et 9 jours, en hausse +3,9 j /2019 et +8,0 j / 2018.

Des effectifs en ferme toujours élevés, mais qui ont commencé à diminuer

Les effectifs de mâles de [6 -7[mois de mère de type laitier présents en élevages restent élevés par rapport aux niveaux de 2019 (+22%) et 2018 (+35%), mais la tendance était plutôt à la baisse en fin de semaine 38 par rapport à la fin de semaine 34 (- 3 000 têtes). L'indicateur n'est pas restreint aux élevages de veaux mais semble néanmoins confirmer les premiers signes de fluidification du marché.

Des signes de redressement sur le marché européen

Aux Pays-Bas, le cours du veau pie-noir a atteint 4,00 €/kg de carcasse en semaine 40, soit un gain de 45 centimes en 5 semaines. Cette évolution confirme la tendance à la hausse observée le mois dernier, mais le prix reste néanmoins inférieur de -12% aux niveaux des deux années précédentes.



En Italie, la cotation du veau de boucherie a gagné 55 centimes en 4 semaines pour s'établir à 4,75 €/kg en semaine 40 à la bourse de Modène. Elle reste toutefois inférieure de -16% /2019 et de -4% /2018.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

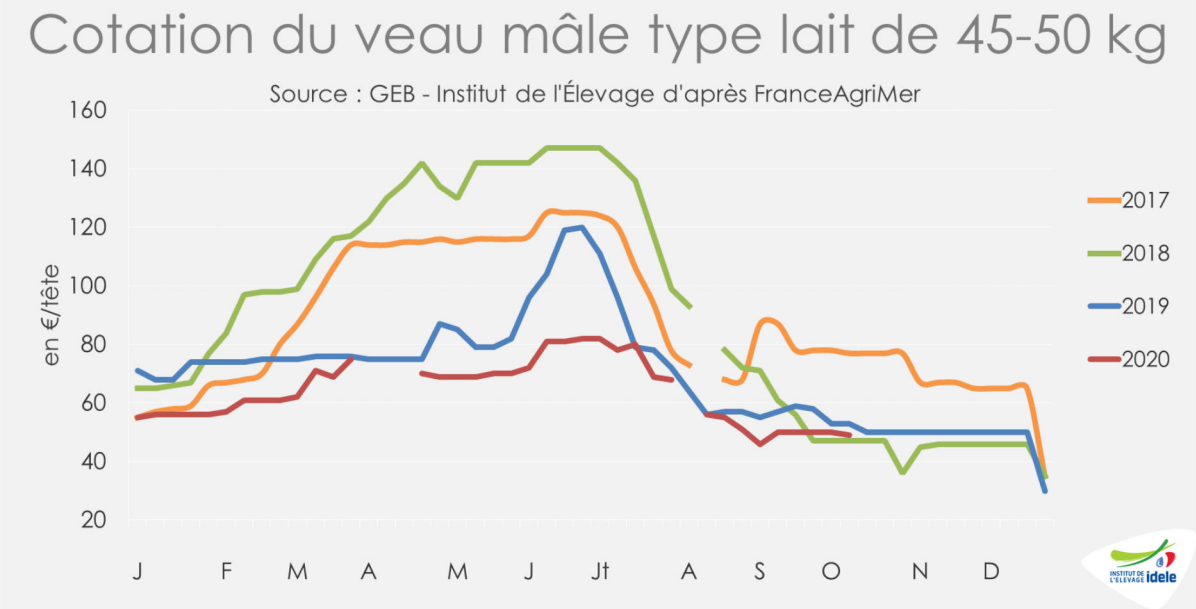
Une cotation au plancher

Dernière révision le 19 octobre 2020

Le pic des naissances laitières et la baisse des mises en place encombrent le marché : les prix sont au plus bas. Les exportations vers l'Espagne étaient en baisse en août.

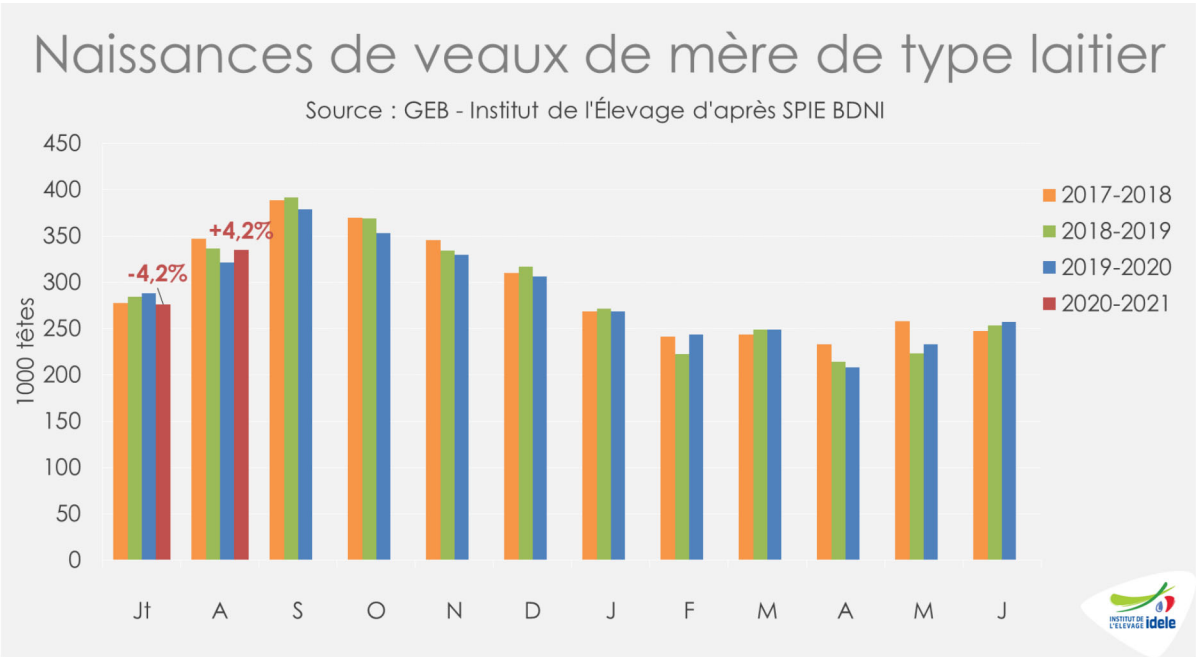
Les prix stagnent à un bas niveau

Après un très faible sursaut en début d'été suivi d'une forte baisse, la cotation du jeune veau stagne à un bas niveau depuis début septembre. En semaine 41, le veau de type laitier de 45-50 kg cotait 49 €/tête, soit -4 € ou -7,5% par rapport à 2019 et +2 € ou +4% par rapport à 2018. La baisse saisonnière, liée à la reprise des vêlages, est amplifiée cette année par la baisse des mises en place de veaux de boucherie par les intégrateurs. Il est probable que le prix soit à un plancher…



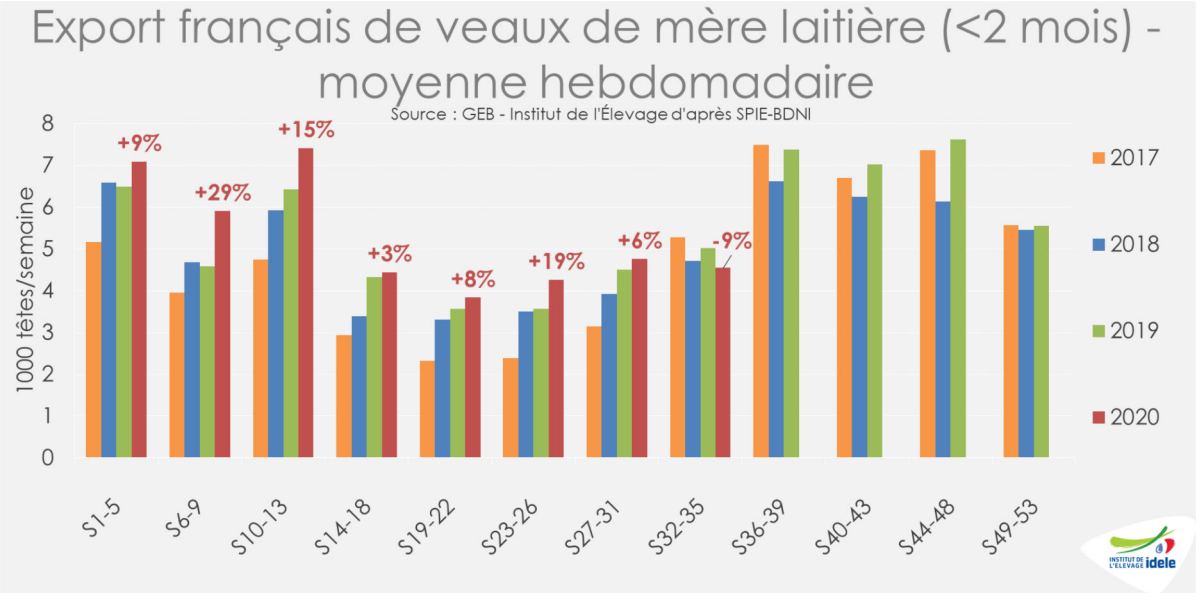
Les naissances laitières sont reparties à la hausse au mois d'août

Les naissances sont reparties à la hausse au mois d'août (+4% /2019 avec 335 000 naissances). Mais la tendance de ce début de campagne est en fait similaire à 2019 si on considère les 2 mois de juillet-août, avec un total de 611 000 naissances en 2020, soit +0,2% /2019 (et -2% /2018).



Une dynamique d'exportation ralentie en août

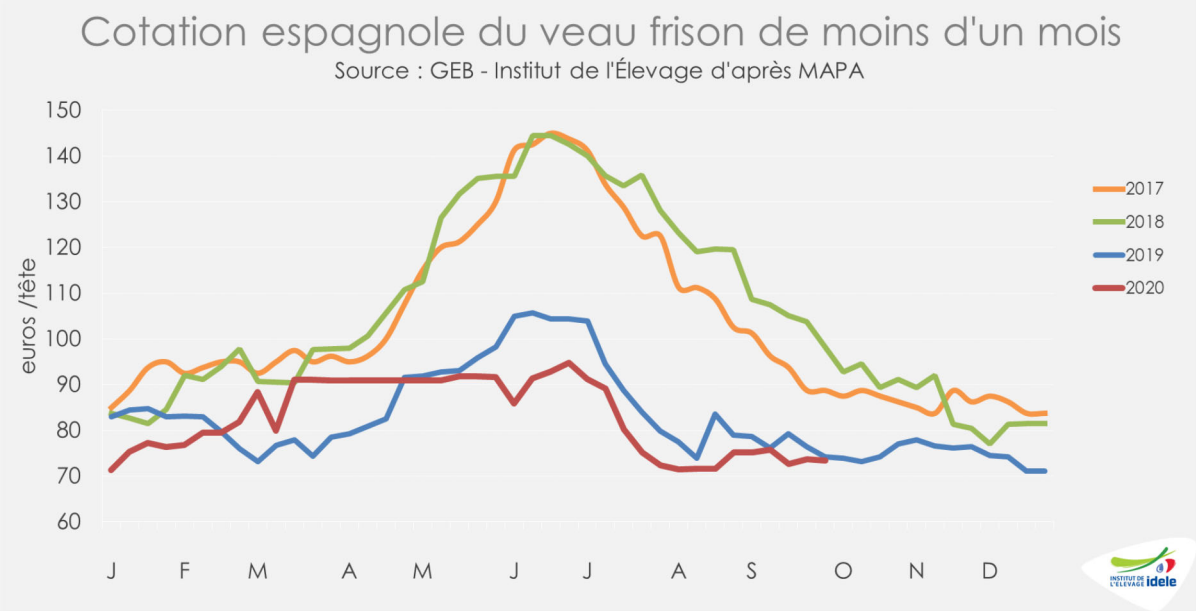
Après une hausse marquée des exportations de jeunes veaux de mère laitière au mois de juin (+19% /2019), celle-ci a été moins forte au mois de juillet (+6% /2019). La tendance a été ensuite à la baisse au mois d'août avec 18 000 têtes exportées (-9% /2019 et -4% /2018). Ce tassement des exportations est sans doute lié à une reprise des mises en place au mois d'août, en prévision du Festival du veau du mois de février, et à l'encombrement du marché espagnol, principal importateur de petits veaux laitiers français.



En cumul depuis le début de l'année, 206 000 veaux ont été exportés (+9% /2019 et +18% /2018).

Le marché espagnol reste morose

Jusqu'en juillet, la filière espagnole valorisait davantage de veaux français, mais, avec un marché de la *ternera* et de *l'añojo* déprimé, la cotation espagnole du petit veau frison était très faible. Elle s'est néanmoins un peu redressée par rapport au mois d'août, s'établissant à 73,3 €/tête en semaine 40 (-1% /2019 et -25% /2018). Elle retrouve ainsi des niveaux similaires à la cotation 2019, mais reste largement inférieure à celle de 2018.



Lait de vache

Une conjoncture toujours solide malgré la récession économique mondiale

Dernière révision le 19 octobre 2020

La conjoncture laitière est toujours relativement bonne. Elle bénéficie d'une demande mondiale toujours robuste, malgré la récession économique mondiale, ce qui maintient les cours des produits laitiers.

La production laitière européenne croît toujours, mais moins rapidement depuis août, sous l'effet d'un net tassement dans les trois principaux pays producteurs (Allemagne, France et Pays-Bas). Elle est toujours dynamique dans la plupart des autres grands bassins exportateurs.
La résilience des marchés laitiers pourrait de nouveau être mise à rude épreuve au 4ème trimestre 2020 alors que se multiplient les nouvelles mesures de restrictions visant à limiter la propagation du virus.

Lait de vache » Collecte laitière »

Croissance ralentie dans l'Union européenne

Dernière révision le 19 octobre 2020

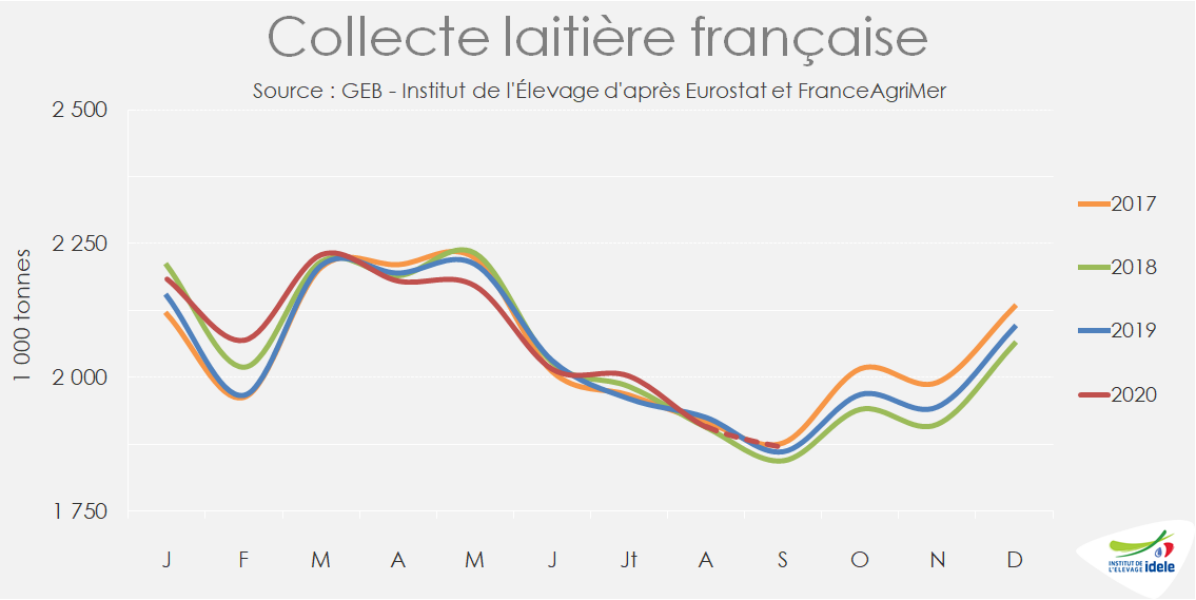
La collecte européenne a progressé moins vite en août, sous l'effet d'un net tassement dans les trois principaux pays producteurs (Allemagne, France et Pays-Bas). En revanche elle est demeurée dynamique en Irlande, en Pologne, en Italie, comme dans la plupart des autres pays membres.

France : la collecte continue ses oscillations

Après le fort rebond en juillet (+2,2 % /2019), la collecte française a de nouveau accusé un recul sur le mois d'août (-0,9% /2019), très probablement en raison de la météo sèche et chaude (le 3ème mois d'août le plus chaud enregistré après 1997 et 2003).
Le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté sont les deux seules régions à avoir enregistré une hausse des livraisons d'une année sur l'autre en août (respectivement +3,5% et +1,8% /2019). Même si elles figurent parmi les plus exposées aux conditions climatiques défavorables de ces derniers mois, elles avaient déjà participé au fort rebond de juillet (elles avaient connu chacune une croissance de leur collecte respective de +7% et +6% et atteint des niveaux supérieurs aux records de 2014). Il faut souligner que ces régions avaient déjà fait face à une sécheresse en 2018 et en 2019. La collecte a en revanche marqué le pas dans les bassins laitiers de l'Ouest, où elle avait été dynamique en juillet, avec des reculs de même ampleur que la moyenne nationale. En Auvergne-Rhône-Alpes, la situation a été similaire à celle du Grand Ouest avec un recul de -2% qui succède à la hausse de +2% connue sur juillet. La région Hauts-de-France est celle du croissant laitier qui accuse le plus le coup avec un recul de -3% sur août alors qu'elle avait déjà reculé du même ordre de grandeur sur le mois précédent.

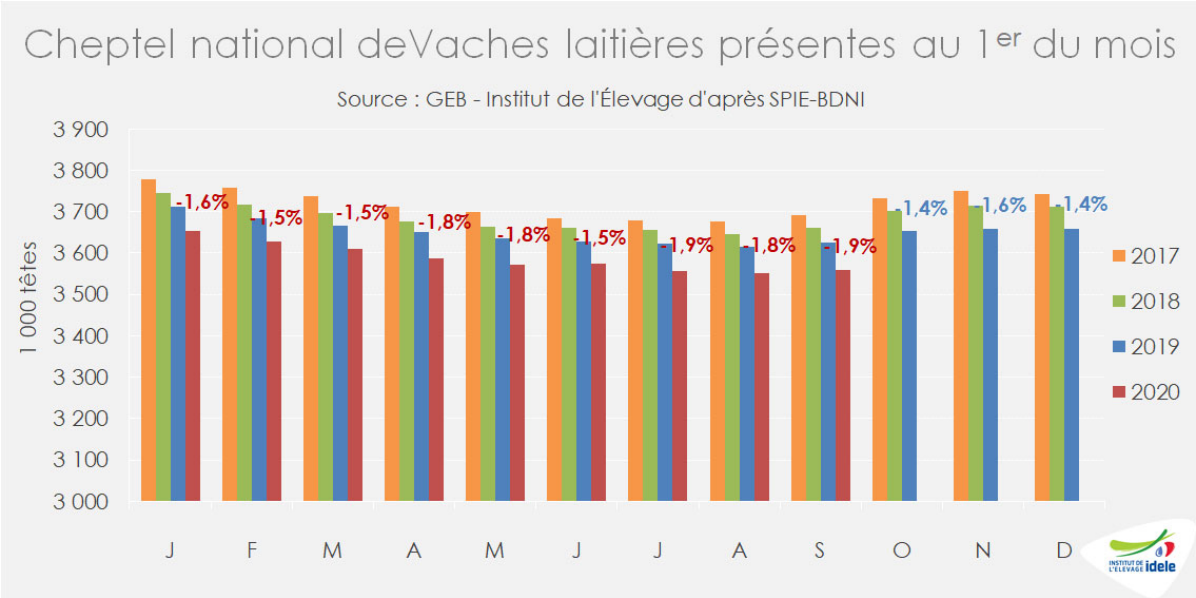
En cumul de janvier à août, la collecte laitière nationale dépasse à peine son niveau de l'an dernier (+0,2% effet bissextile neutralisé) à la faveur de son bon début d'année et du rebond de juillet.

Selon les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte de septembre serait comparable à celle de 2019.



L'amorce de la saison des vêlages démarre timidement. Au 1er septembre, le cheptel national s'établit à 3,558 millions de têtes, en recul de près de 67 000 têtes d'une année sur l'autre (-1,9%), dans le prolongement des baisses constatées les mois précédents. Par rapport au point bas d'août habituel, le rebond de septembre n'atteint même pas 8 000 têtes, alors qu'il dépassait 10 000 l'an passé et approchait 14 000 il y a deux ans.

C'est en région Grand Est que l'érosion est la mieux contenue (-0,4% d'une année sur l'autre au 1er septembre), ce qui explique probablement la dynamique plutôt bonne de la collecte dans cette région.



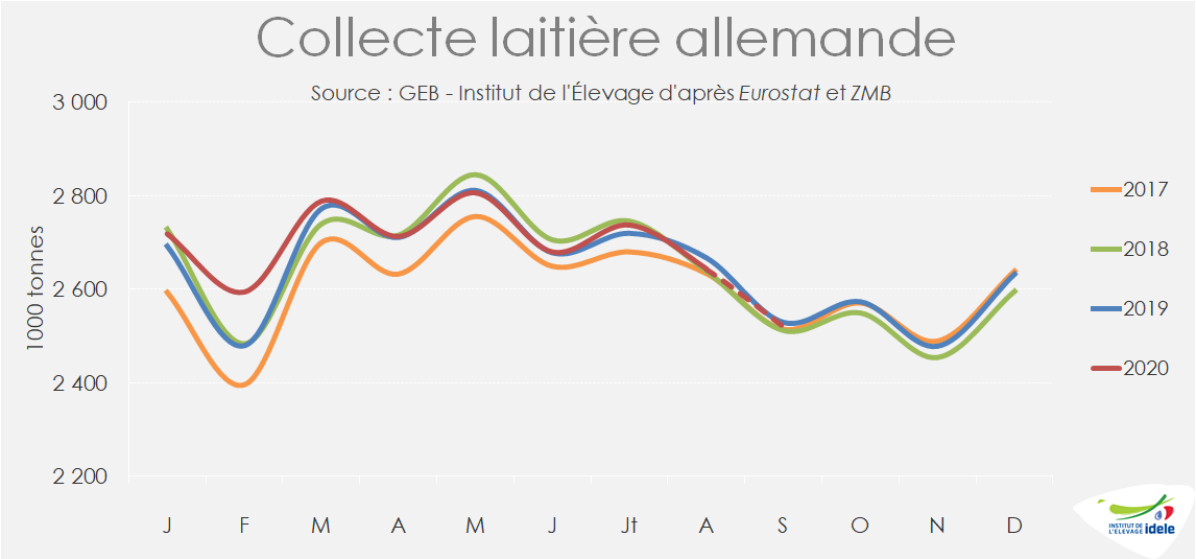
A un peu plus de 351 €/1 000 l en août, le prix du lait standard 38/32 (moyenne nationale toutes qualités confondues) a augmenté de 4,4 € d'un mois sur l'autre et repasse la barre des 350 €/ 1 000 l pour la 1ère fois depuis février. Il demeure inférieur à son niveau de 2019 (-8 € soit -2,2% /2019), mais l'écart est moindre qu'en juillet (-10 €, soit -2,7%).

Allemagne : croissance stoppée par les conditions climatiques

A un peu plus de 2,64 millions de tonnes en août (-0,9% /2019), la collecte allemande enregistre un repli marqué qui n'avait plus été observé depuis juillet 2019. Les conditions climatiques chaudes et sèches rencontrées sur le Nord ont impacté la production en Saxe (-4% /2019), Basse-Saxe (-1,3%), Rhénanie du Nord et Westphalie (-0,4%), mais les Länder du Sud (Bavière et Bade-Wurtemberg), pourtant moins exposés, ont également marqué le pas (-2% et -0,3%).

D'après les premières estimations, la collecte nationale aurait peiné à se rétablir en septembre (-0,4%), toujours soumise à une vague de chaleur tardive.

En cumul sur les 8 premiers mois de l'année, la collecte allemande reste en légère hausse (+0,3% effet bissextile neutralisé).



A 310 €/1 000 l au standard 38/32, le prix du lait allemand a poursuivi son redressement entamé en juillet (306 €). Il n'est plus que 10 € sous son niveau de l'an passé (-3%) contre un écart de -18 € en juin (-6%).

Sans les grands pays laitiers, la collecte européenne croît moins vite

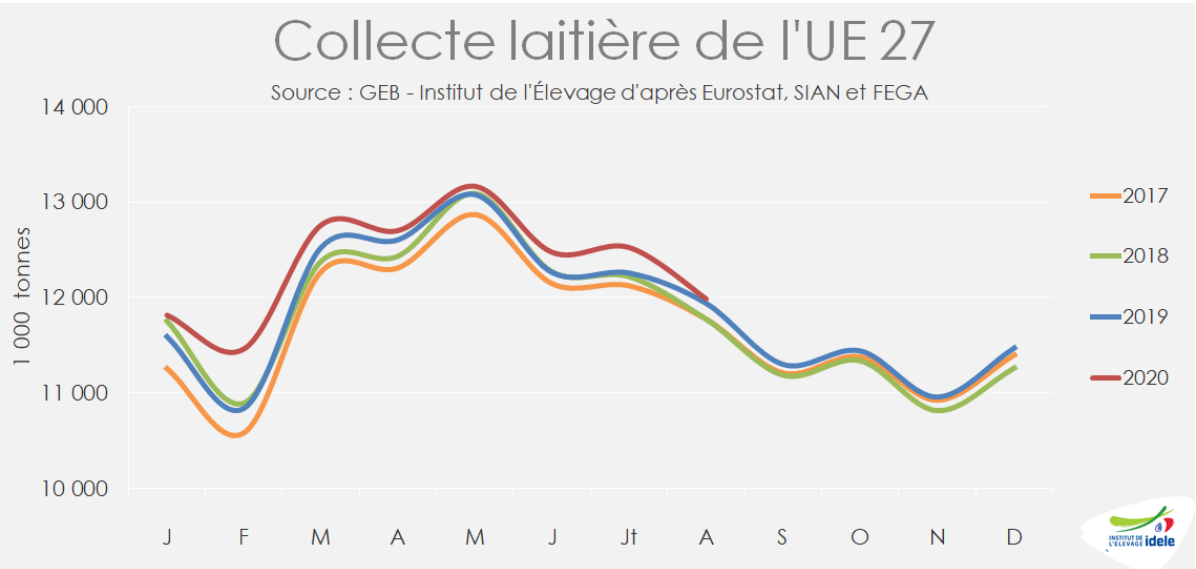
En août, la collecte de l'UE-27 n'a en somme progressé que de +0,4% /2019, à un peu moins de 12 millions de tonnes, soit la progression la moins marquée des 12 derniers mois et qui tranche avec le fort rebond de juillet (+2,2%). Cette croissance modérée peut s'expliquer par un mois d'août 2019 qui avait été plutôt dynamique, mais elle est aussi la conséquence de l'arrêt de croissance en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. La dynamique **néerlandaise** s'est elle aussi enrayée en août (-1,5% /2019), soit son 1er recul d'une année sur l'autre depuis juillet 2019. Le prix du lait payé aux producteurs néerlandais, qui avait reculé en août à 330 €/1 000 l, a retrouvé en septembre son niveau de juillet (340 €/1 000 l).

En **Irlande,** pays parmi les plus dynamiques, la croissance de la production a certes été un peu moins prononcée en août (+3% /2019) qu'en juillet, mais exactement dans la tendance à l'œuvre depuis janvier avec une hausse sur les 8 premiers mois de l'année de +3 % (+12% /2018 !). Le prix payé aux producteurs irlandais a poursuivi sa remontée : à 329 €/ 1 000 l (source MMO), soit +6% /2019.

La Pologne affiche une collecte toujours croissante (+2,0 % /2019), mais sensiblement moins forte que sur les 8 premiers mois de 2020 (+2,6% /2019).

L'Italie a elle aussi connu une hausse de sa collecte sur août (+2,7%), bénéficiant de conditions plus favorables que ses voisins au Nord. En cumul depuis janvier, la collecte approche 8,6 millions de tonnes, soit +4% /2019.

Cumulée sur huit mois, la collecte de **l'UE-27** a progressé de +1,4% /2019 (effet bissextile neutralisé), à 98,9 millions de tonnes.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Les marchés laitiers tiennent bon

Dernière révision le 19 octobre 2020

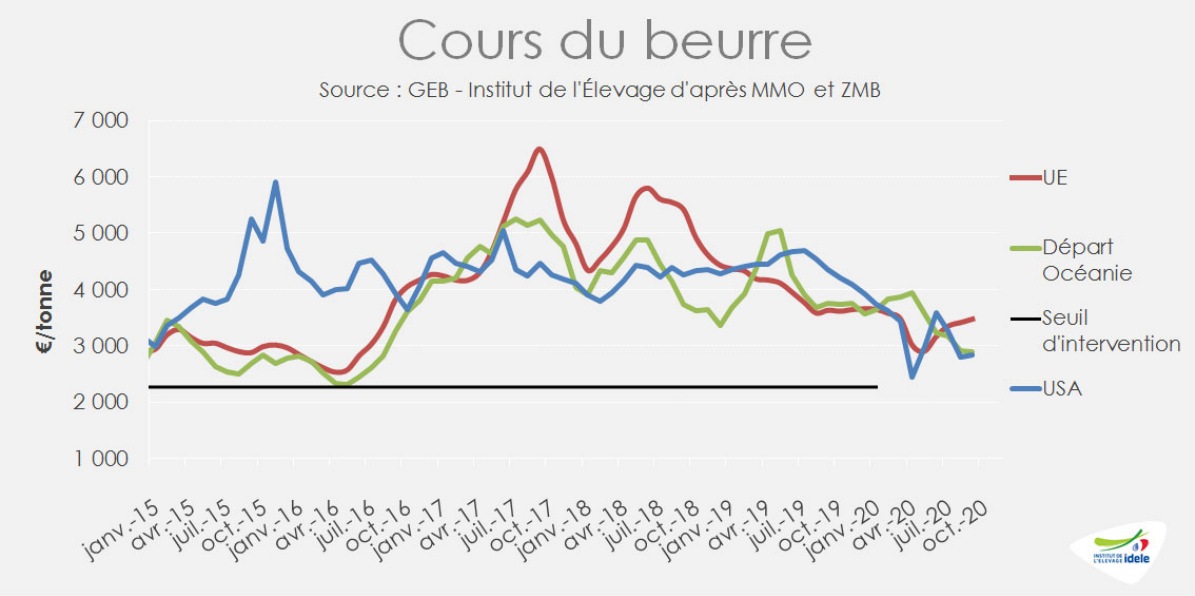
La demande sur les marchés des produits laitiers semble meilleure qu'attendue et permet de maintenir les cours malgré une production de lait en hausse dans les principaux bassins exportateurs

La résilience de la demande, constatée au 2ème trimestre et au cours de l'été, va encore être testée au cours des prochaines semaines, avec le retour des restrictions dans de nombreux pays. Ces inquiétudes sur les conséquences économiques de la crise sanitaire amènent beaucoup de frilosité sur les marchés. Les acheteurs attendent souvent le dernier moment pour confirmer les volumes et hésitent à passer des commandes pour le 1er trimestre 2021. L'orientation haussière de la production laitière mondiale devrait limiter la progression des cours des produits laitiers.

Beurre : divergence des cours mondiaux

Après s'être stabilisée en août, la cotation ATLA a repris sa hausse pour afficher 3 460 €/t en septembre (-2% /2019), son plus haut niveau depuis février dernier. L'évolution est identique dans le reste de l'Union européenne, dont la cotation atteint 3 470 €/t (-4%/2019). Cette hausse des prix pourrait en partie s'expliquer par une forte demande de crème qui se répercuterait sur les fabrications de beurre.

Mais les prix européens, en hausse, sont en décalage avec les prix étatsuniens et néozélandais en recul. Aux États-Unis, le cours du beurre s'est stabilisé en août à 2 830 €/t (-35% /2019), après avoir perdu 22% de sa valeur en deux mois, en partie due à la hausse de l'euro face au dollar. Le produit néozélandais a affiché son 5ième mois consécutif de recul, à 2 890 €/t (-23% /2019)



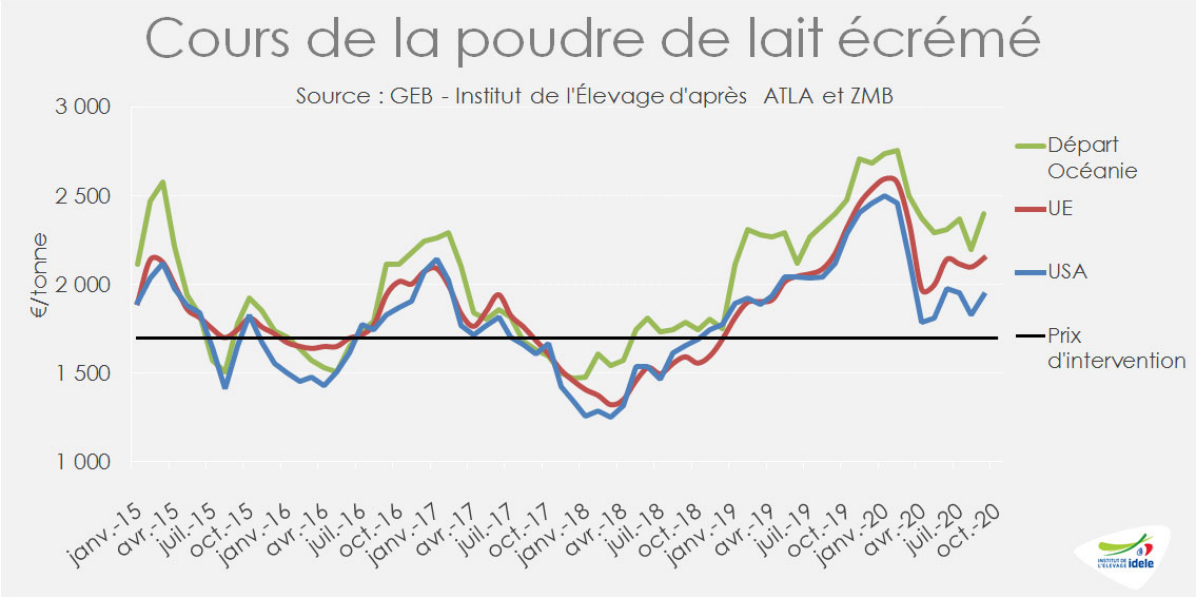
La compétitivité du beurre européen est donc entamée en ce milieu de 2nd semestre et devrait freiner les exportations qui avaient été dynamiques sur les 7 premiers mois (+27% /2019). Elle pourrait même tirer légèrement les importations de beurre néozélandais, proposé à la vente sur le marché communautaire. Les fabrications européennes devraient se recentrer sur le marché intérieur, grâce à des achats des ménages dynamiques et au retour graduel de la RHD.

Cet écart de prix entre l'Europe et l'Océanie pourrait se réduire dans les semaines à venir. Les cours européens commencent à fléchir tandis que le prix néozélandais semble orienté à la hausse, tiré par la bonne demande internationale.

Aux États-Unis, les stocks de beurre se sont stabilisés en août, mais demeuraient très élevés au 1er septembre (+22% /2019). Ils devraient baisser de manière saisonnière jusqu'aux fêtes de fin d'année, mais rester bien plus élevés qu'en 2019. Surtout que des interrogations subsistent sur la demande en décembre. Si les achats des ménages seront plus élevés que d'habitude, en lien avec la baisse de la consommation en RHD, les grandes réunions familiales ou religieuses pourraient être limitées et freiner la hausse de la demande.

Poudre maigre : rebond des cours

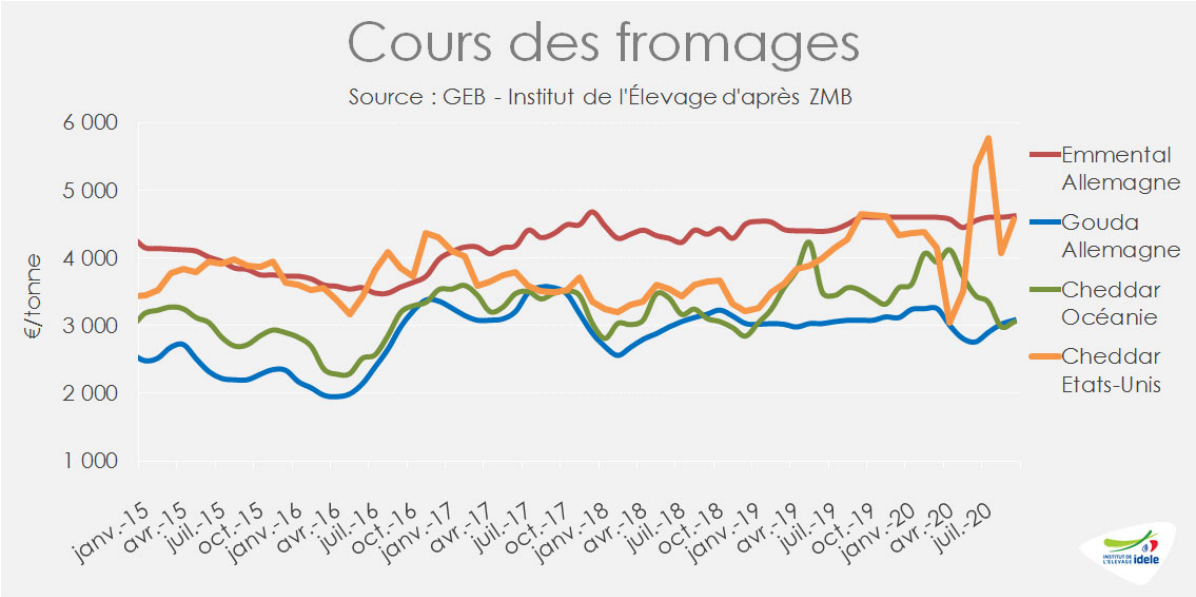
Après avoir accusé une légère baisse en août, les cours de la poudre maigre ont de nouveau progressé en septembre. La cotation ATLA a ainsi progressé de 2,6% d'un mois sur l'autre pour presque retrouver son niveau de juillet à 2 142 €/t (-2% /2019). L'évolution a été plus forte en Nouvelle-Zélande, de +9% entre août et septembre. A 2 400 €/t, le cours de la poudre maigre océanienne a retrouvé son niveau de 2019, mais reste au-dessus de ses concurrents sur le marché mondial. Car si le prix de la poudre écrémée étatsunienne a également progressé (+6% d'un mois sur l'autre), elle demeure sous les 2 000 €/t, en partie grâce à la baisse du dollar face à l'euro, très compétitive à l'exportation. La production laitière dynamique dans le pays (près de +2% /2019 en moyenne sur juillet et août) ainsi que la fermeture de nombreuses écoles à travers le pays abondent les fabrications de poudre maigre qui sont reparties à la hausse en août (+5% /2019) après avoir marqué le pas en juin et juillet. Les stocks états-uniens, qui pesaient sur les cours, ont fortement diminué au cours des derniers mois, pour retrouver au 1er septembre leur niveau de 2019. Les stocks européens, moitié moindres qu'en 2019, se réduisent encore soutenant les prix dans l'UE. Malgré la forte hausse des fabrications en juillet (+12% /2019), ils devraient passer sous les 100 000 t dans les semaines à venir.



Les exportations états-uniennes de poudre maigre se poursuivent à un niveau élevé (+29% /2019) sur les 7 premiers mois, tandis que les envois européens ont fléchi (-12%).

Fromages : hausse générale des cours

En Europe, le cours de l'emmental, après s'être stabilisé en août, a légèrement progressé en septembre. A 4 620 €/t (+0,4% /2019), il atteint son plus haut niveau depuis décembre 2017. Après avoir fortement reculé au 1er semestre, le gouda allemand a affiché son 3ème mois consécutif de hausse pour retrouver son niveau de l'année dernière à 3 080 €/t. Les fabrications européennes demeurent fortes (+2% /2019 sur les 7 premiers mois) pour fournir une demande intérieure et à l'exportation dynamique. Après avoir chuté au 1er trimestre, les exportations européennes ont repris ensuite et affichent une hausse de 2% /2019 sur les 7 premiers mois de l'année.



Aux États-Unis, le cours du cheddar a entamé en septembre une remontée, après avoir chuté de son plus haut niveau historique atteint en juillet. A 4 570 €/t, il se situe seulement 2% sous son très bon niveau de 2019. Tirée par la hausse des cours, la production de cheddar avait fortement progressé en juin et juillet, avant de reculer en août, en lien avec la chute des prix. Ces moindres volumes, auxquels s'ajoute une nouvelle phase du programme public d'achat de produits alimentaires en vue de les distribuer à des associations, ont semble-t-il permis le rebond des cours observé en septembre. Les ventes de fromages augmentent au détail, malgré la forte hausse des prix en juillet, mais le secteur de la restauration est toujours impacté par la faible fréquentation, à l'exception des ventes à emporter et des *fast-foods*. Les stocks de fromages, qui avaient fortement progressé en avril, ont reculé mois après mois, pour revenir au 1er septembre, à des niveaux proches de ceux de l'année dernière.

En Nouvelle-Zélande, après avoir atteint un point bas en août, le cours du cheddar a rebondi en septembre pour atteindre 3 050 €/t (-13% /2019). Les exportations néozélandaises sont en recul de -8% /2018 sur les 7 premiers mois.

Viande ovine

Le cours français continue de s’apprécier

Dernière révision le 19 octobre 2020

Depuis six mois, la cotation de l’agneau français s’apprécie de façon continue et cela se répercute partiellement sur les cotations des agneaux britanniques et irlandais, qui connaissent alors une baisse saisonnière atténuée.

La production française limitée, complétée par des importations toujours réduites, reste en retrait et est bien ajustée à la demande, ralentie après l’Aïd.

Viande ovine » France »

Le marché français est équilibré

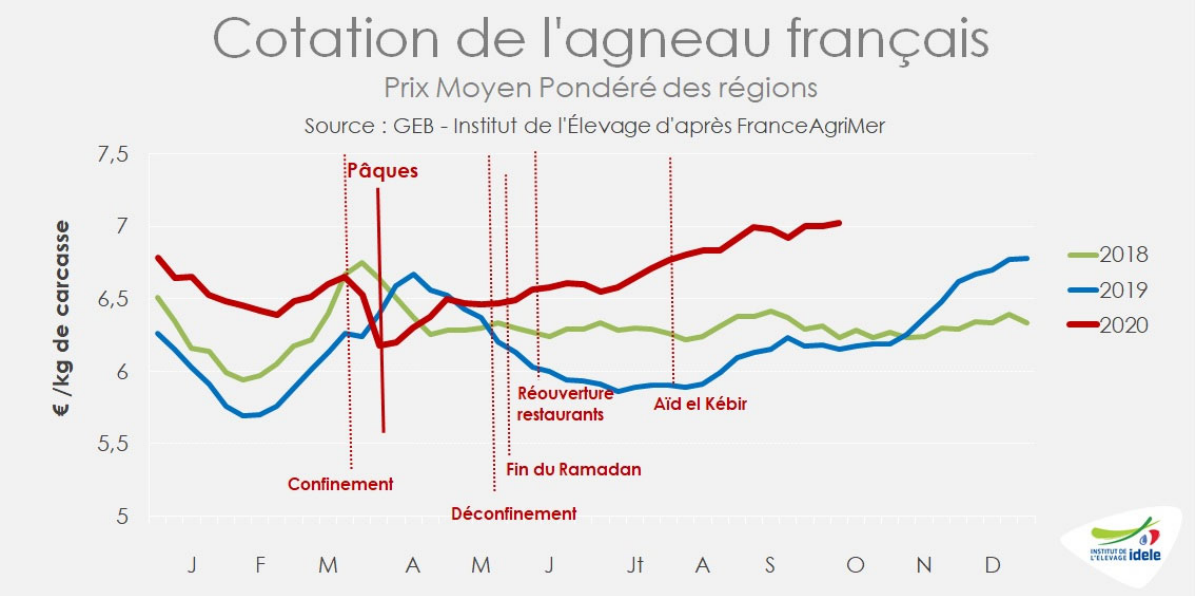
Dernière révision le 19 octobre 2020

Après une forte hausse des achats en juillet, la demande a ralenti. La baisse saisonnière de la production, à partir de septembre, conjuguée à des importations particulièrement réduites, soutient les prix.

La cotation française culmine au-dessus des 7,0 €/kg début octobre

Le marché français est équilibré début octobre : **l’offre** (production et importations) s’accorde à la demande. La production française baisse de façon saisonnière et les importations sont limitées par les disponibilités des principaux fournisseurs. Le marché est donc léger et correspond bien à des achats des français plus modestes que les mois précédents.

En semaine 41, le **cours** français a atteint les 7,02 €/kg, soit +87 centimes d’une année sur l’autre.

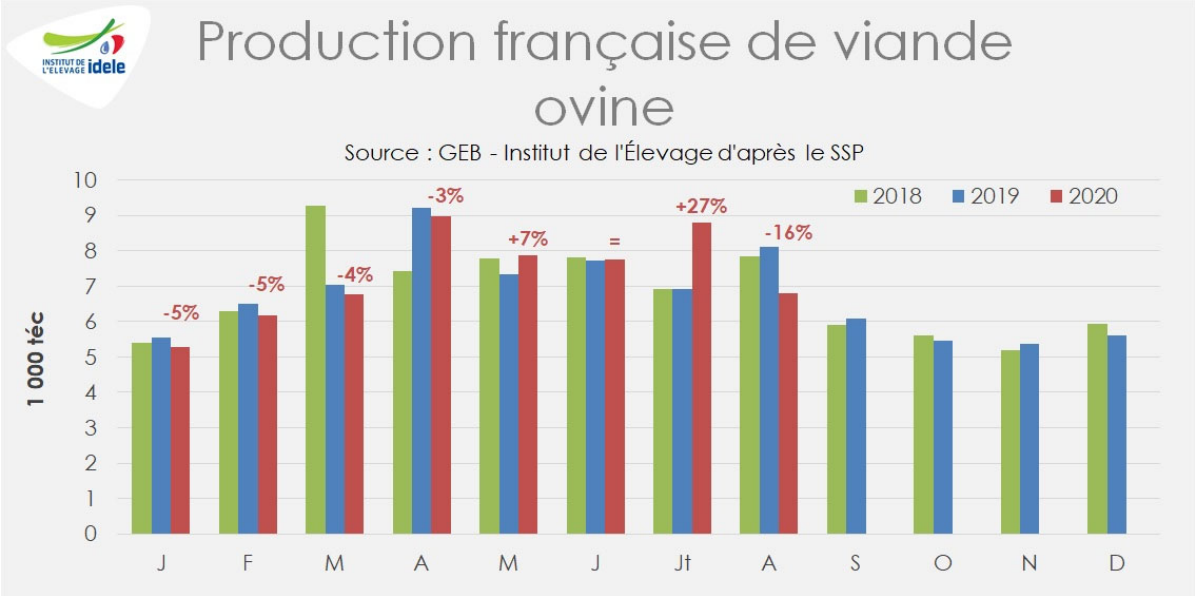


La production française est stable d’une année sur l’autre

Après une forte hausse en juillet (+27% /2019), la production française a baissé en août (-16% /2019). Le décalage des dates de l’**Aïd el-Kébir**, le 31 juillet cette année et le 10 août en 2019, explique ces écarts. Sur les deux mois d’été, la production française a cependant progressé de +3,5% /2019. Cumulée sur 8 mois, elle égale son niveau de 2019.

En juillet, la demande élevée a stimulé les importations d’agneaux vivants pour compléter l’offre nationale, portant à 12% la part des agneaux importés parmi les effectifs abattus, contre 9% en août 2019.

La demande a été particulièrement forte pour l’Aïd cette année en France (et dans d’autres pays européens comme la Belgique). Beaucoup de musulmans n’ont pu célébrer cette fête religieuse dans leur pays d’origine, en raison de la fermeture des frontières pour cause de pandémie.

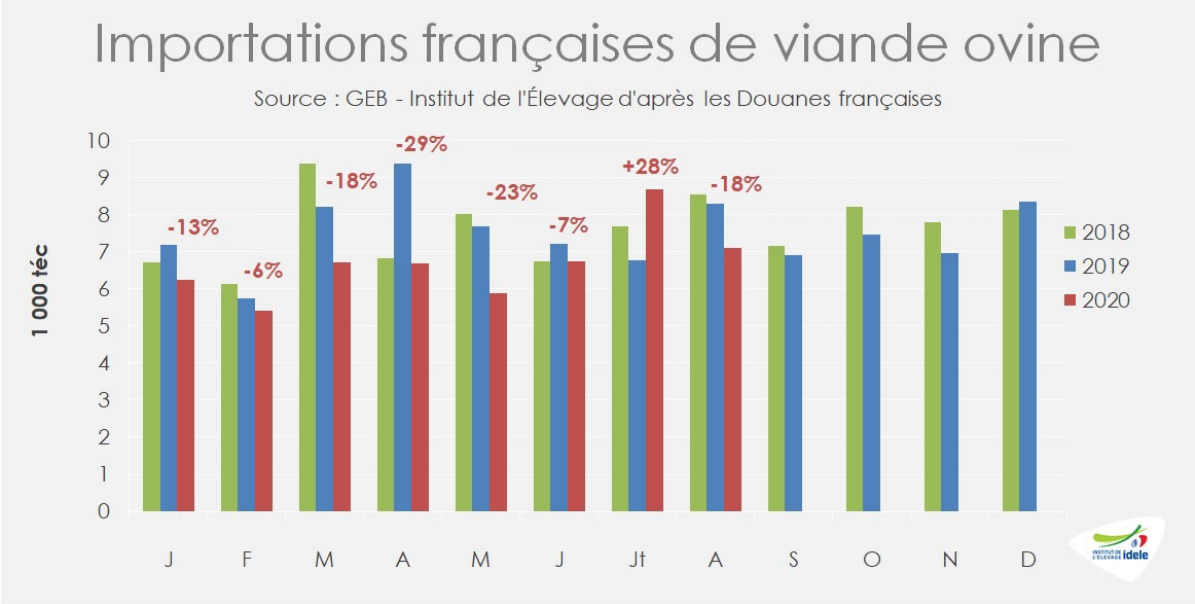


Les importations françaises de viande ovine restent modérées

Les importations étaient en **baisse** en août 2020, de -30% /2019 en provenance du Royaume-Uni, de -12% en provenance d'Irlande, de -28% d'Espagne et en hausse de +11% de Nouvelle-Zélande.

Cette arrivée décalée de livraisons de viande néozélandaise est surprenante (hausse en août, alors que la demande française était forte en juillet) : on peut faire l'hypothèse de problèmes logistiques qui ont retardé leur acheminement jusqu'en France.

Cumulées sur 8 mois, les importations françaises de viande ovine ont au total reculé de -13% en 2020.



La consommation française de viande ovine recule

Cumulée sur 8 mois, la consommation de viande ovine, calculée par bilan, a chuté, de -6% /2019, principalement en raison de la baisse des importations de viande ovine depuis le début de l'année : l'offre affaiblie du Royaume-Uni et le développement des envois néozélandais vers la Chine limitent les exportations vers la France.

La consommation a augmenté en juillet, consécutivement à la forte demande pour célébrer l'Aïd, puis a de nouveau chuté en août 2020.

Viande ovine » UE et monde »

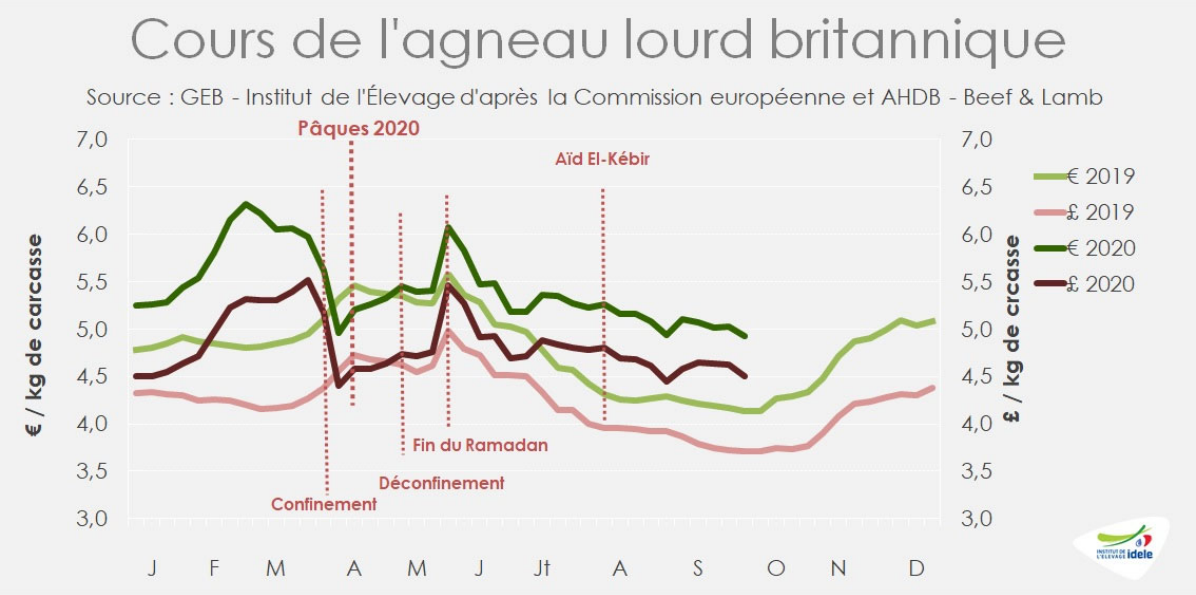
Une offre mondiale de plus en plus restreinte

Dernière révision le 19 octobre 2020

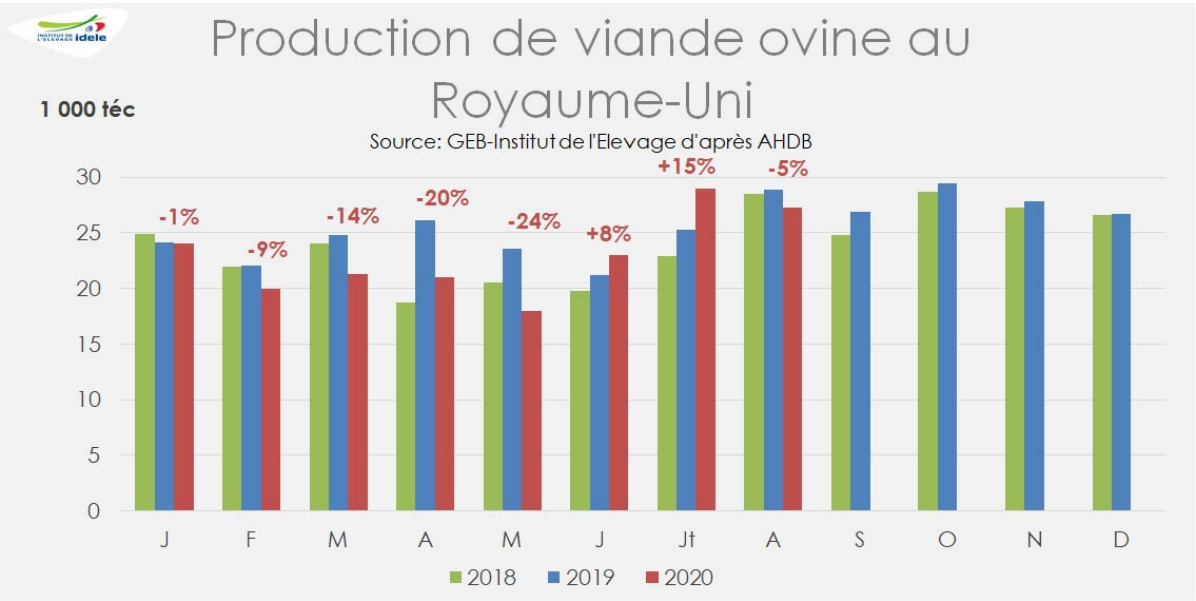
Au sein de l'Union européenne, la France comme le Royaume-Uni, l'Irlande ou encore l'Espagne manquent d'agneaux pour répondre à la demande. En Australie, la reconstitution du cheptel ovin, facilitée par un hiver austral doux et humide, limite les disponibilités tandis qu'en Nouvelle-Zélande, la baisse du cheptel provoque un repli de l'offre.

Royaume-Uni : l'offre restreinte soutient la cotation britannique

La **cotation** britannique reste élevée : à 4,93 €/kg en semaine 40 (se terminant le 4 octobre), elle surplombe de +0,79 €/kg son niveau de 2019 et de +0,54 €/kg celui de 2018 (cours 2019 affectés par l'incertitude liée au Brexit).



La **production** britannique a chuté de -8% sur 8 mois. La forte hausse en juillet puis la baisse en août sont en partie imputables au décalage des dates de l'Aïd entre 2019 et 2020. Le fléchissement des sorties tient à la baisse du cheptel national, dont l'inventaire au 1er janvier 2020 est toujours indisponible à l'échelle du Royaume-Uni. Le cheptel ovin anglais, un peu moins de 50% du **cheptel** britannique, a perdu 2% de ses effectifs en 2019 (selon l'enquête de juin du DEFRA), à 10,5 millions de têtes.

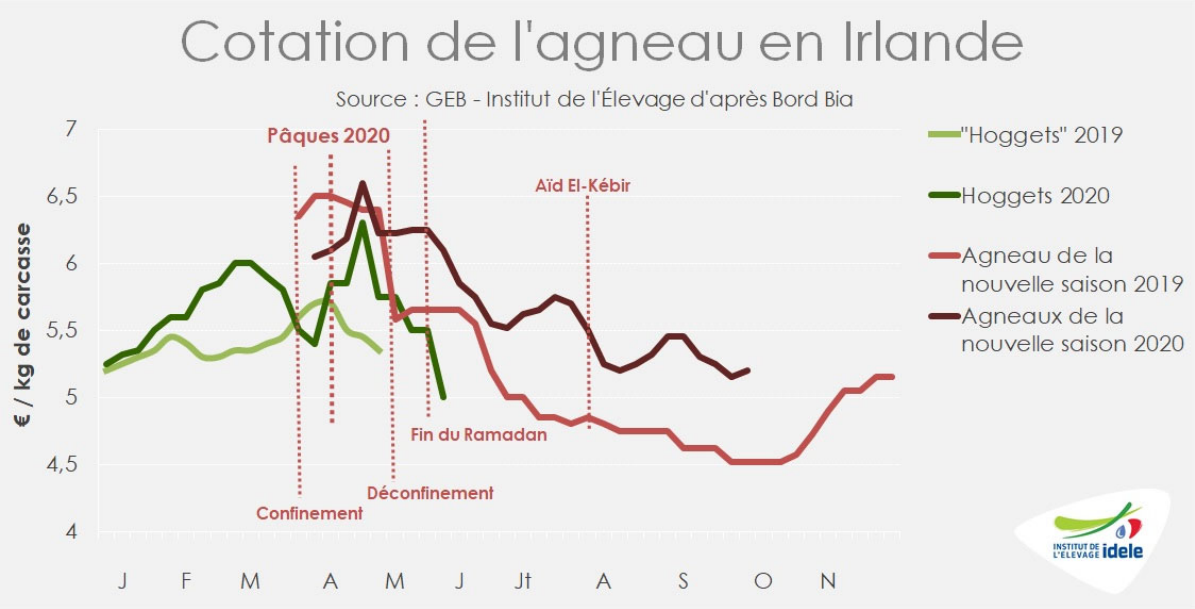


Après une hausse timide en juin (+3% /juin 2019), les **exportations** britanniques de viande ovine ont été très dynamiques en juillet (+27%). Ces récentes hausses n'ont pu contrebalancer les baisses observées de février à mai. Cumulés sur 7 mois, les envois de viande ovine ont fortement diminué (-8% /2019). Dans le même temps les **importations** britanniques de viande ovine ont fléchi de -14% /2019.

Irlande : des approvisionnements en agneaux limités

La **cotation** irlandaise reste très élevée, malgré la baisse saisonnière : 5,20 €/kg en semaine 41, soit +68 centimes d'une année sur l'autre. Cela tient en partie à la fermeté des cours en France. L'Irlande exportant près de 95% de sa production de viande ovine, son prix intérieur est orienté par celui de ses principaux clients, en premier lieu par la France, son premier débouché.

En août, les **exportations** irlandaises vers la France ont reculé d'après les douanes françaises, à la fois en raison de faibles disponibilités en agneaux finis irlandais et en raison de la baisse de la demande des importateurs français. La baisse des **abattages** a perduré en septembre. Les agents d'abattoirs auraient travaillé d'arrache-pied pour s'approvisionner davantage sur les marchés, mais aussi directement auprès des élevages.



Nouvelle-Zélande : La hausse des envois s'est poursuivie en août

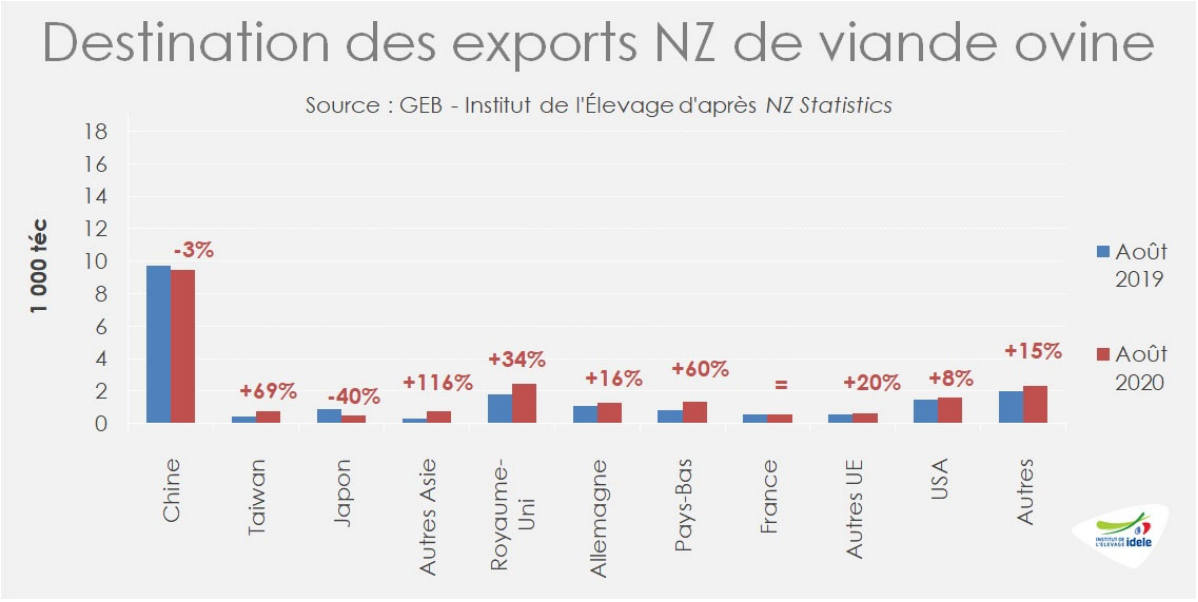
Mi-2020, le **cheptel** ovin néo-zélandais a diminué de -2% d'une année sur l'autre, selon la dernière enquête cheptel de juin réalisée par Beef + Lamb New Zealand.

De nombreux agriculteurs ont « déstocké » en abattant un nombre conséquent d'agneaux (*hoggets*) face aux **sécheresses** prolongées, d'autant qu'ils sont confrontés à l'expansion du pâturage hivernal par les éleveurs laitiers. La productivité numérique des brebis a aussi été impactée par la sécheresse (brebis en moins bon état du fait d'une alimentation appauvrie).

Même si en août, la **production** néozélandaise était en baisse, les envois totaux ont augmenté, de +10%. Une partie des **envois**, initialement destinés à la Chine, aurait été réorientée vers la Royaume-Uni face à l'épuisement des stocks britanniques en août. Les exportations néozélandaises de viande ovine étaient stables sur 8 mois et, selon *Beef and Lamb New Zealand*, auraient doublé d'une année sur l'autre au mois de septembre.

Fragilisé par la pandémie, le **prix** de l'agneau néozélandais est bien en-deçà de son niveau de l'an passé (-0,95 €/kg), à 4,03 €/kg en semaine 40.

Destination des exports NZ de viande ovine



La revalorisation du prix de lait de chèvre se poursuit

Dernière révision le 19 octobre 2020

Le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 2ème trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base. En revanche, la composition du lait s'est dégradée.

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 616 €/1 000 litres au 2ème trimestre 2020 en moyenne nationale, une progression de +3,5% /2019. En effet, de nombreux transformateurs ont fait évoluer favorablement leurs grilles de paiement du lait, en faveur des éleveurs caprins dans un souci de pérennisation de la filière, et encouragés par la loi EGAlim.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »
La revalorisation du prix de lait de chèvre se poursuit

Dernière révision le 19 octobre 2020

Le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 2ème trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base. En revanche, la composition du lait s'est dégradée.

Bond du prix de base du lait de chèvre

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 616 €/1 000 litres au 2ème trimestre 2020 en moyenne nationale, une progression de près de 21 € d'une année sur l'autre, soit +3,5% /2019. En effet, de nombreux transformateurs ont fait évoluer favorablement leurs grilles de paiement du lait, en faveur des éleveurs caprins dans un souci de pérennisation de la filière, et encouragés par la loi EGAlim. D'ailleurs, si elle a été bousculée pendant le confinement suite à la modification de la structure des ventes, la filière bénéficie d'une croissance des ventes de fromages de chèvre : dans ce contexte favorable, le prix de base pourrait progresser encore au troisième trimestre.

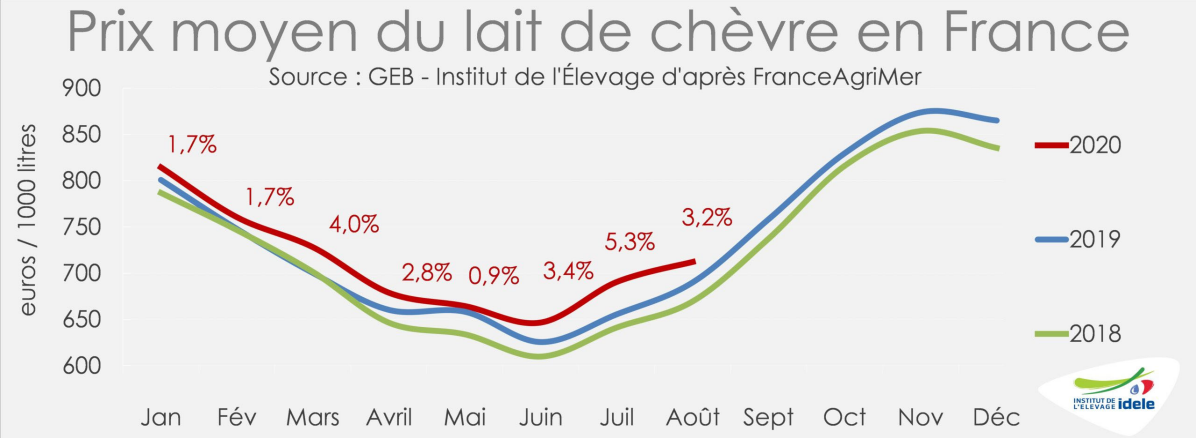
Au 2ème trimestre, c'est dans le bassin du Sud-Est que l'on observe le taux de progression le plus élevé en France, à près de +8% /2019, soit 619 €/1 000 litres. Les bassins du Sud-Ouest et du Centre-Ouest arrivent ensuite, avec des taux de progression de +2,7% et +3,5% respectivement, soit 616 € et 614 €/1 000 litres. Finalement, le bassin Centre, où le prix de base est le plus élevé, à 627 €/1 000 litres, a vu évoluer le prix de base payé aux producteurs de +2,2% /2019.

Progression atténuée du prix moyen…

Avec un taux de progression de +2,5% / 2019 au 2ème trimestre, le prix moyen à la production du lait de chèvre a connu une évolution légèrement moins favorable que celle du prix de base. A 659 € /1 000 litres au 2ème trimestre, il se situe 16 € au-dessus du niveau de 2019 et 30 € au-dessus de celui de 2018, selon l'enquête prix du lait menée chaque trimestre par l'Institut de l'Élevage.

Au deuxième trimestre, le prix moyen plus élevé se trouve dans la région Centre (689 €/1 000 litres, soit +2% /2019), où la proportion de fromages sous AOP est la plus importante. Arrivent ensuite les régions Sud-Est (655 €/1 000 litres, soit +3,2% /2019), Centre-Ouest (654 €/1 000 litres, soit +2,7% /2019) et Sud-Ouest (650 €/1 000 litres, soit +2% /2019).

Cette tendance à la hausse des prix moyens se poursuit au troisième trimestre, selon l'enquête laitière mensuelle de FranceAgriMer, qui estime le prix moyen national à 690 €/1 000 litres en juillet (soit +5,3% /2019) et à 712 €/1 000 litres en août (+3,2% / 2019).



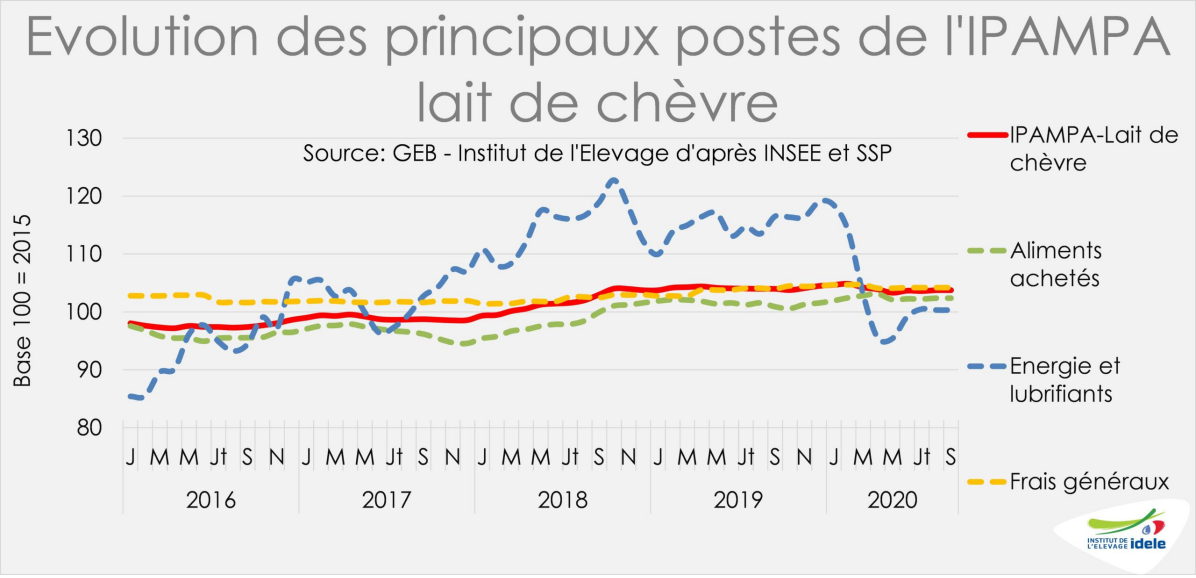
… dans un contexte de dégradation de la composition du lait

Après un 1er trimestre marqué par le ralentissement de l'amélioration de la composition, celle-ci s'est dégradée au 2ème trimestre. Ainsi, le taux butyreux national affiche une chute de -0,8 g (-2% /2019), et se situe à 37,2 g/litre. Cette dégradation est de même ampleur dans tous les bassins de production, à l'exception du Centre où elle est moins prononcée (-0,6 g/l). En revanche, le taux protéique est resté globalement stable, à 33,1 g/litre en moyenne au 2ème trimestre, dans tous les bassins.

Alors que la génétique a un effet important sur le TP, qui est en conséquence assez stable, le TB fluctue selon le système d'alimentation, la production de lait et les conditions de vie de l'animal. En effet, la collecte a été fortement boostée par le contexte économique favorable de la filière et par des conditions automnales optimales (en termes de disponibilités et de qualité des fourrages) : ainsi, la composition du lait aurait été négativement impactée par un effet de « dilution » en début de campagne. Ensuite, les fortes chaleurs de mai et juin, et la conséquente hausse de la consommation d'eau des animaux, ont aussi participé à cet effet de dilution.

Stabilisation du prix des charges au 2ème et 3ème trimestres

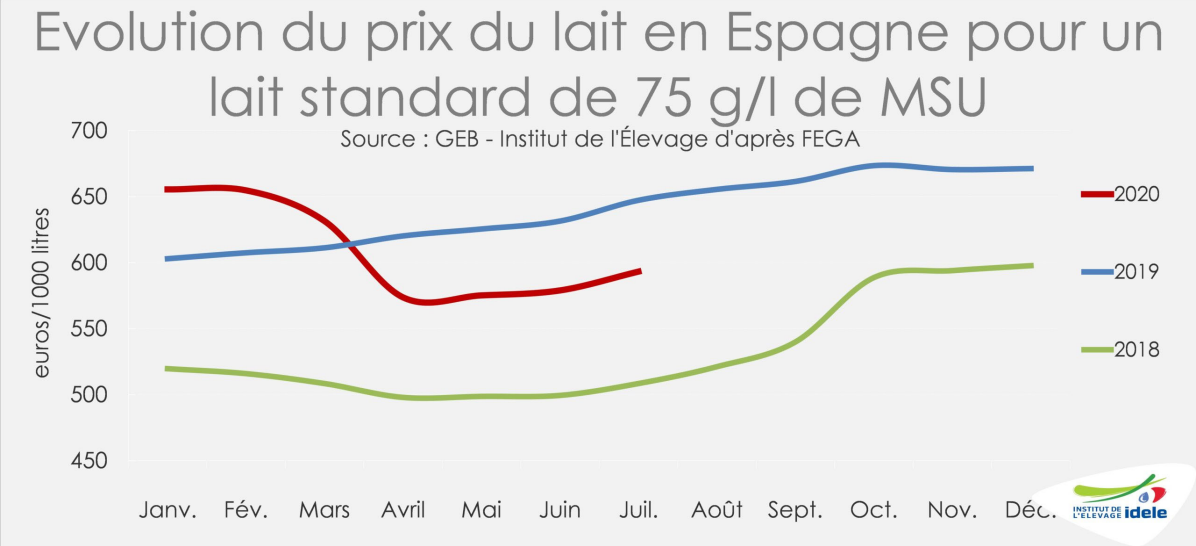
La hausse des charges en élevage caprin, amorcée fin 2018, a finalement stoppé au 2ème trimestre 2020. L'IPAMPA, qui mesure l'évolution du prix des moyens de production agricole, a même connu une détente, en lien avec la baisse du prix de l'énergie ainsi que des aliments achetés. A près de 103,7 en moyenne sur le 3ème trimestre, il se trouve -0,3% en-dessous du niveau 2019 à pareille époque.



Le prix du lait se rétablit timidement en Espagne, il progresse aux Pays-Bas

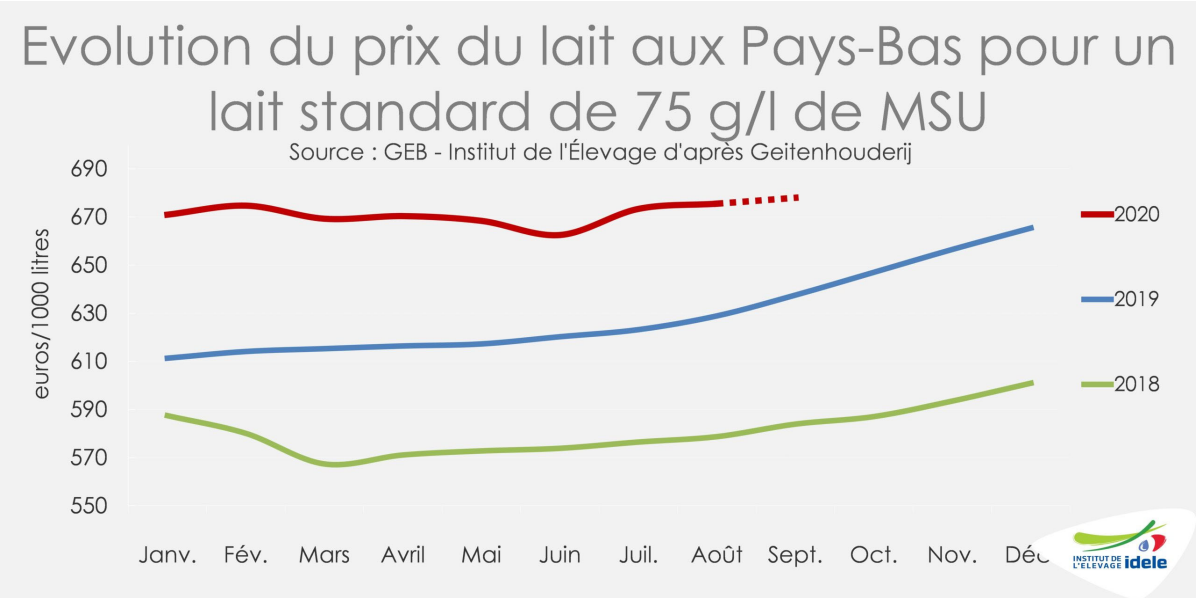
En **Espagne**, le prix payé à la production se redresse timidement après avoir chuté en mars et avril. Le prix du lait s'est établi à 575 €/1 000 l en mai, 579 € /1 000 l en juin, et 593 €/1 000 l en juillet, des indicateurs encourageants pour la filière espagnole qui a été lourdement impactée par la crise sanitaire. Cette tendance devrait se prolonger le reste de l'année, compte tenu de l'importante contraction de la collecte espagnole.

En revanche, sur le trimestre, le prix du lait espagnol se situait toujours en deçà de son niveau de l'an dernier ; au 2ème trimestre il a régressé de -8% / 2019, à 576 € /1 000 l en moyenne selon FEGA, et de -10% au 3ème trimestre, à 593 € / 1 000 l selon nos propres estimations.



Aux **Pays-Bas**, le prix du lait payé aux producteurs a faiblement évolué au premier semestre 2020,ce qui a mis fin à une franche tendance haussière entamée en mars 2018. Il a toutefois enregistré un sursaut en juillet, suivi d'une stabilisation jusqu'en septembre, signe d'une possible amélioration de la conjoncture. En effet, la filière caprine néerlandaise a également été impactée par la renationalisation de l'approvisionnement français en lait de chèvre, notamment pendant la crise sanitaire.

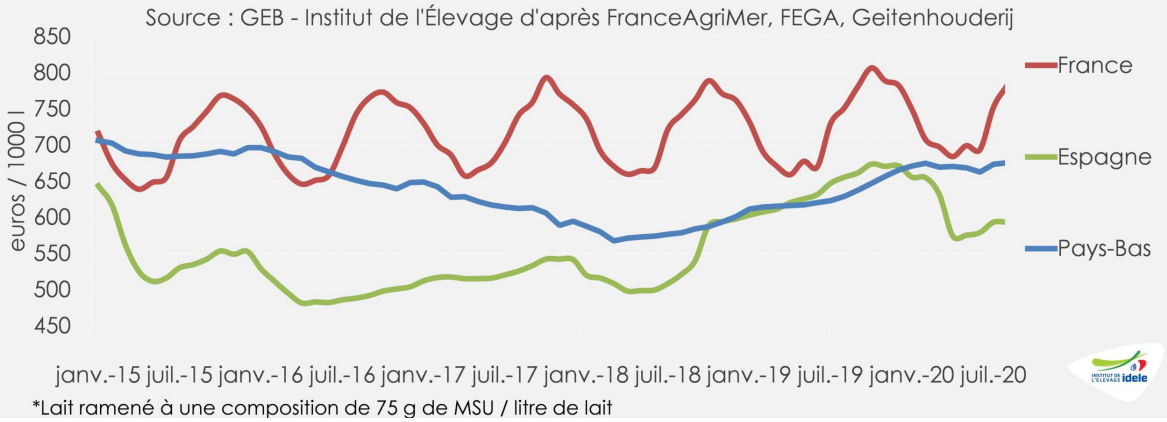
Cependant, le prix payé reste en progression par rapport à 2019. Ainsi, il est passé de 667 €/1 000 l au deuxième trimestre à 675 € /1 000 l au 3ème trimestre, soit respectivement +8% et +7% au-dessus de l'an dernier.



Exprimé en €/kg de MSU, le prix du lait de chèvre en France au 2ème trimestre, à 9,2 €/kg de MSU, est supérieur de 17% au prix du lait espagnol (8,9 €/kg de MSU), et de 4% à celui de lait néerlandais (8,6 €/kg de MSU).

Evolution du prix du lait pour un lait standard de 75 g/l de MSU

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, FEGA, Geitenhouderij



*Lait ramené à une composition de 75 g de MSU / litre de lait

Marchés des grains : hausse généralisée des prix

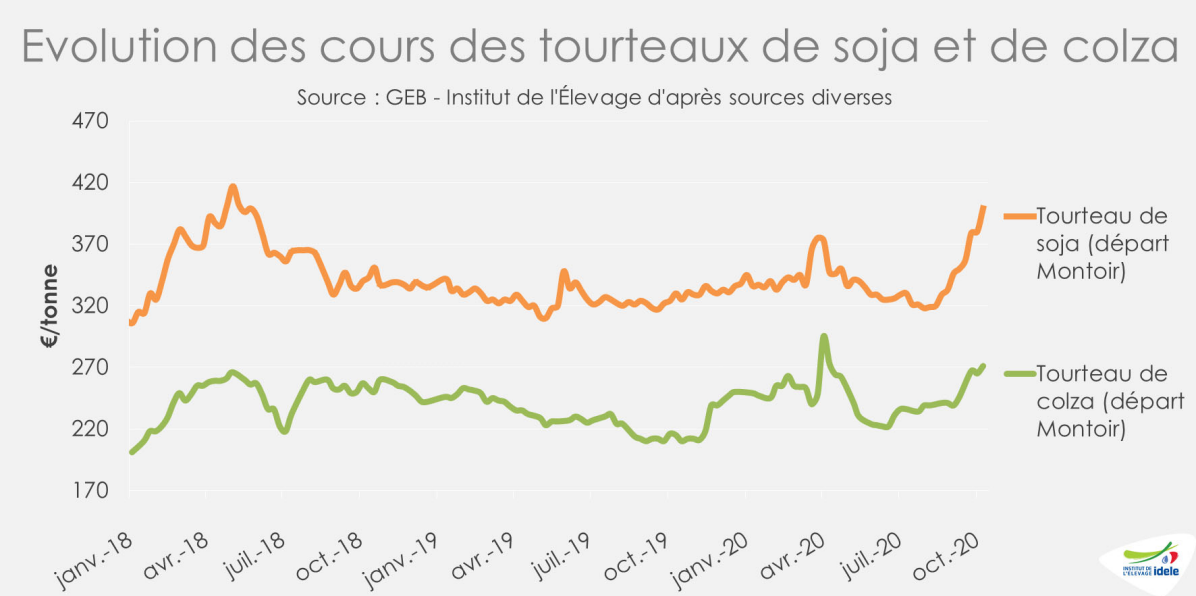
Dernière révision le 19 octobre 2020

Malgré l'arrivée sur le marché des récoltes de maïs et de soja de l'hémisphère Nord, les prix des matières premières sont orientés en hausse. Les cotations françaises des céréales et des tourteaux sont significativement supérieures à celles de l'an passé à pareille époque. Le dynamisme de la demande internationale, et particulièrement chinoise, couplé à des incertitudes climatiques soutiennent les cours.

Tourteaux : la forte demande chinoise tire les prix du soja à la hausse

Entre mi-août et début octobre, le tourteau de soja (Montoir) s'est enchéri de près de 25% pour atteindre près de 400 €/t. Un tel niveau de prix n'avait pas été atteint depuis le printemps 2018. Ce mouvement semble mettre **fin à deux années de prix du tourteau de soja bas** et stables (à l'exception du sursaut ponctuel en début de confinement). La **forte demande chinoise** tend le marché et tire les cours internationaux à la hausse. En cumul sur les 9 premiers mois de l'année, les importations chinoises de soja atteignent 74,5 Mt (un record), en hausse de 15% /2019. Après s'être massivement fournie auprès du Brésil ces derniers mois, la Chine se tourne désormais vers les États-Unis. Alors que la récolte américaine n'est pas encore achevée, la Chine a déjà passé commande pour un total de 22 Mt de soja états-unien (soit 19% de la récolte prévisionnelle nationale) pour des livraisons durant la campagne de commercialisation 2020/21 (septembre à août), contre moins de 5 Mt à la même période l'an dernier. En parallèle, le climat **sec au Brésil** retarde actuellement les semis de soja, ce qui pourrait retarder la future récolte de plusieurs semaines.

Dans le sillage du soja, le prix du tourteau de colza a évolué également en hausse. Pour la troisième année consécutive, **la récolte de colza en France et dans l'Union européenne a reculé** et atteint un niveau très bas : – 31% par rapport à la moyenne 2015-2019 pour la France (3,3 Mt) et – 21% pour l'UE-28 (17,6 Mt Royaume-Unis inclus). La récolte en Ukraine, premier fournisseur de l'UE en graine de colza, a également chuté (-28% /2019). La disponibilité européenne de tourteau de colza est ainsi attendue en baisse de 10% par rapport à 2019/20, entrainant **possiblement une tension sur l'offre en tourteau de colza non-OGM**. Face au déficit hydrique durant la période de semis (août), une nouvelle diminution des surfaces de colza est attendue en France pour la récolte 2021.



Céréales : marché tendu en mer Noire

En France, les prix des céréales connaissent également un mouvement de hausse depuis la fin de l'été. Le prix du blé a récemment dépassé le seuil des 200 €/t sur le marché à terme d'Euronext, soit le plus haut niveau depuis plus d'un an et demi. Si la production mondiale de blé est estimée à un niveau record pour la campagne agricole 2020/21 (juillet à juin), la **production française** est **en fort repli** à seulement 29,2 Mt (-25% /2019). La récolte de l'UE-28 (129,3 Mt) est aussi inférieure à 2019 (-12%). Mais c'est avant tout la situation en mer Noire qui est à l'origine de la récente hausse des prix du blé.

Bien que la Russie ait enregistré la seconde meilleure récolte de blé de son histoire (83 Mt ; +13% /2019), la très **forte demande** sur cette origine soutient les prix. En septembre, le pays a enregistré des exportations mensuelles record (plus de 5 Mt). La dévaluation du rouble accentue la hausse des prix intérieurs. En monnaie locale, le blé n'a jamais été aussi cher. Face à cette inflation alimentaire, le gouvernement a évoqué l'instauration de **restrictions à l'export** en seconde partie de campagne. Parallèlement, les conditions climatiques dans certaines régions du monde soulèvent des inquiétudes : le climat sec en Argentine a déjà entamé le potentiel de

rendement des blés qui seront récoltés cet hiver et le **déficit hydrique** conséquent qui se développe en Russie pourrait pénaliser la récolte 2021 (mauvaise levée des semences, moindre résistance hivernale).

Dans ce contexte, début octobre, la cotation du blé sur le marché physique (départ Eure-et-Loir) a dépassé de 17% (+28 €/t à 191 €/t hors majorations) celle d'octobre 2019. L'arrivée des récoltes de maïs de l'hémisphère Nord amoindrit un peu la hausse des prix du maïs, même ceux (départ Eure-et-Loir) sont supérieurs de 10% / 2019 (+15 €/t). La récolte mondiale de maïs de la nouvelle campagne (2020/21) est toujours estimée par l'USDA sur un niveau record (1,16 milliard de tonnes), même si les **productions** états-unienne, européenne et ukrainienne sont finalement **moins bonnes qu'attendues**, du fait entre autres de la sécheresse estivale. Parallèlement, l'**augmentation des prix du maïs en Chine** stimule la demande à l'importation de la part de l'Empire du milieu, ce qui contribue à la fermeté des prix internationaux.

